

---

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

---

# Socialisme et Libéralisme

Alain Bergounioux

Daniel Cohn-Bendit

Les réponses de

Monique Canto-Sperber

Jean-Claude Michéa

Tome 2

n°38 - avril 2004

La crise libérale  
de la pensée socialiste  
par Alain Bergounioux

Interview  
de Daniel Cohn-Bendit

La question des libertés  
dans le socialisme  
par Monique Canto-Sperber

Une lettre  
de Jean-Claude Michéa

# La crise libérale de la pensée socialiste

**L**es exercices imposés ont souvent du bon. La proposition de la Fondation Jean-Jaurès de faire le point sur le rapport entre le socialisme et le libéralisme en partant de deux ouvrages récents, ceux de Monique Canto-Sperber, *Les règles de la liberté*, et de Jean-Claude Michéa, *Impasse Alain Smith*, est une occasion d'aller au-delà du débat actuel de savoir qui est « social-libéral » ou qui ne l'est pas dans la gauche et tout particulièrement au sein du Parti socialiste... Car ce sont deux livres qui vont au cœur du débat. Ils ont pour point commun de penser qu'on ne peut pas comprendre la situation et les évolutions du socialisme



Alain Bergounioux  
Historien, il est secrétaire  
national chargé des Etudes  
au Parti socialiste,  
président de l'Office  
universitaire de recherche  
socialiste, membre  
du Conseil d'orientation  
scientifique  
de la Fondation.

sans poser la question du libéralisme. Mais c'est le seul. Car, pour le reste, ces deux livres sont à l'opposé tant sur le fond que sur la forme. Sur le fond : pour Jean-Claude Michéa, tout le mal vient de ce que le socialisme n'ait pas rompu totalement avec l'idéologie libérale – et ce dès le début des idées socialistes – pour ne pas s'en tenir aux valeurs et aux principes des « communautés ouvrières » ; pour Monique Canto-Sperber, tout le bien maintenant ne pourrait venir que d'une appropriation explicite par le socialisme des valeurs et des principes d'un « libéralisme socialisé », qui fasse des libertés réelles pour chaque individu son objectif. Sur la forme ensuite : le livre de Jean-Claude Michéa est un essai construit autour d'une thèse qui ne s'embarrasse guère de preuves et se construit surtout par déductions dogmatiques. Celui de Monique Canto-Sperber a une double nature : il est, à la fois, une enquête historique sur les idées libérales dans le socialisme français et un projet politique tourné vers l'avenir. C'est pourquoi je discuterai séparément ces deux ouvrages qui ne se comparent pas aisément tout en donnant au fur et à mesure mes interprétations.

Les thèses de Jean-Claude Michéa peuvent être aisément ramenées à l'essentiel. Il n'y a eu au fond qu'un seul socialisme authentique, celui qui, se fondant sur les pratiques ouvrières communautaires, a mené une critique radicale de l'individualisme libéral et qui ne s'est pas laissé prendre à la croyance dans le progrès et la modernité portée par la philosophie des Lumières. La gauche telle que nous la connaissons est issue d'un compromis – que l'auteur date de l'Affaire Dreyfus sans que l'on sache trop pourquoi – entre une aspiration socialiste et une culture républicaine libérale. Mais le vers était dans le fruit... Si l'auteur reconnaît quelques mérites à l'œuvre de cette gauche et même le fait qu'elle a gardé le contact avec le peuple quelque temps, elle a vite renoncé à la vraie rupture avec le capitalisme pour devenir « l'infirmier du capitalisme ». Dès lors, la gauche « ne pouvait devenir que ce qu'elle est devenue ! À savoir une simple machine politique destinée à légitimer culturellement au nom du « Progrès » et de la « modernisation »

toutes les fuites en avant de la civilisation libérale. (Jean-Claude Michéa, p.51).

“ La gauche telle que nous la connaissons est issue d'un compromis entre une aspiration socialiste et une culture républicaine libérale. ”

Ces analyses se recommandent de la grande figure de Georges Orwell, attentif à dissiper les apparences et à en juger par les critères simples de la « common decency » définis explicitement dans les communautés populaires. Elles s'inspirent de l'œuvre plus récente de Christopher Lasch qui a mené une critique radicale de « l'individu narcissique moderne », jouet du projet libéral d'une société consacrée à la marchandise. Et, à ce titre, elles contiennent des aperçus critiques fort utiles sur les formes de la « bonne conscience » de gauche qui confond parfois son propre bien être avec l'émancipation sociale... La relative confusion idéologique qui a caractérisé les débats de la gauche européenne sur ce qui est et doit être aujourd'hui la modernité peut être éclaircie par le rappel de ce qui est dû au progrès collectif. Mais, ce qui frappe dans l'essai de Jean-Claude Michéa, c'est son caractère fermé sur lui-même et sur ses certitudes. C'est une thèse qui résume le passé de la gauche à une série d'échecs et de fautes à répétition relevant toutes des concessions faites à l'individualisme libéral.

C'est une vision plus que réductrice de l'évolution historique. Je vois au moins trois « simplifications » qui, additionnées les unes aux autres, rendent problématiques les thèses soutenues dans cet essai.

Le libéralisme, d'abord, n'est vu que comme une « métaphysique » de l'intérêt qui nie l'humanité de l'homme pour fonder la société sur le seul marché. C'est incontestablement une dimension fondamentale. Elle a été particulièrement défendue par Hayek et le néo-libéralisme contemporain. Mais le foyer premier du libéralisme est une réflexion sur les libertés des individus, la capacité qui doit être la leur de choisir leurs propres objectifs et leur mode de vie, et les limites qui doivent être imposées aux pouvoirs quels que soient leur nature. Le marché est une « réponse » puisqu'il

distingue un domaine majeur de l'activité humaine qui doit être le plus autonome possible. Cette « réponse » a pris de plus en plus d'importance dans le débat politique et économique. Mais elle n'est pas la seule. La préservation des libertés peut être également le résultat d'une pluralité d'intérêts de groupes dans la société. Cette réflexion sur les « contre-pouvoirs », initiée par Montesquieu, a eu une grande importance. Elle a inspiré tout le libéralisme politique moderne et la plupart des courants républicains. Bien des points communs d'ailleurs ont existé avec la pensée de Proudhon – que Jean-Claude Michéa paraît apprécier. La méfiance vis-à-vis de l'État a durablement caractérisé tout un pan du socialisme – et cela sans même aller jusqu'à l'anarchisme. Et les leçons du siècle écoulé sont là pour montrer que la préservation des libertés n'est pas donnée une fois pour toutes. Le libéralisme politique a été un terrain solide pour résister aux différents totalitarismes. Faut-il le regretter ? Je ne le pense évidemment pas. Bien sûr, on ne peut pas séparer le « bon » ou le « mauvais » libéralisme. Les différentes dimensions se mêlent dans les grandes formulations doctrinales du libéralisme. Mais il ne faut pas choisir trop simplement pour le besoin d'une démonstration. Il faut affronter cette pensée dans sa complexité. Le libéralisme n'est pas qu'un économisme. Nous qui connaissons la suite de l'histoire, nous ne devrions plus aujourd'hui écrire et penser comme au XIX<sup>e</sup> siècle. Car la critique marxiste de l'individualisme libéral dans cet essai est reprise sans distance aucune.

La seconde simplification tient dans l'équivalence jamais questionnée faite entre le libéralisme et le capitalisme. Or, le libéralisme est une idéologie – qui connaît plusieurs versions – et le capitalisme un système économique et social, résultante de pratiques concrètes dans une économie à base de propriété privée et d'échanges. Le libéralisme est l'idéologie du capitalisme, mais elle n'en dit pas la vérité. Le capitalisme, en effet, peut être successivement libre-échangiste et protec-

“ La réflexion sur les « contre-pouvoirs », initiée par Montesquieu, a inspiré tout le libéralisme politique moderne et la plupart des courants républicains. ”

tionniste, étatiste et anti-étatiste, démocratique et autoritaire etc. La logique du capitalisme n'est pas d'abord de permettre aux individus de vivre comme ils l'entendent mais de suivre son intérêt qui est la recherche du profit. « La seule liberté qu'il revendique est celle du capital », comme l'écrit Pierre Rosanvallon dans un ouvrage toujours éclairant, *Le capitalisme utopique*<sup>1</sup>. Il y a eu et il y aura plusieurs « esprits du capitalisme » pour reprendre la thématique de Luc Boltanski et d'Eve Chiapello<sup>2</sup>. Le management taylorien n'est pas le management de l'entreprise en réseaux. Ne pas faire cette distinction, c'est s'interdire de voir qu'il y a plusieurs types de capitalisme possibles. L'histoire le montre amplement. Le mouvement socialiste, entendu au sens large, partis et syndicats, longtemps en opposition au communisme, a fortement aidé à construire depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1960 un « capitalisme démocratique » dont aujourd'hui les « anti-libéraux » défendent farouchement les acquis ! Les Etats-providence, quels qu'aient été leurs dénominations, le droit du travail et les systèmes de négociation collective, ont amené une réelle « démarchandisation » de la vie quotidienne pour les millions de personnes qui ont la possibilité de vivre dans ces pays d'un « capitalisme tempéré ». Un « modèle » – pas seulement dans les pays scandinaves – s'est ainsi constitué, combinant propriété privée, marchés, interventionnisme étatique correctif, avec des succès peu niabiles où, pour la première fois dans l'histoire, il y a des pays où presque tout le monde a bénéficié d'une sécurité de base. On ne peut rien comprendre à ces réalités si l'on se contente de construire des artefacts en ne faisant aucune distinction entre une idéologie et une pratique économique et sociale. C'est vraiment alors « la nuit où toutes les vaches sont grises. »... Mais, après tout, il y a une cohérence dans la position de Jean-Claude Michéa dans la mesure où il récusé le réformisme.

“ Le libéralisme est l'idéologie du capitalisme. La logique du capitalisme n'est pas de permettre aux individus de vivre comme ils l'entendent mais de suivre son intérêt qui est la recherche du profit. ”

Malheureusement, la « voie bonne » que propose notre auteur reste pour le moins en pointillés... C'est celle du socialisme des associations – elles n'ont pas été seulement ouvrières – qui a tenté de construire des communautés d'individus libres et égaux, « capables de nourrir entre eux des conditions d'entente et de bienveillance réciproque ». Cela a été, en effet, une des voies possibles qui a émergé dans les années 1830. Mais, elle s'est desséchée comme une alternative sérieuse quand le moment ouvrier et la doctrine marxiste se sont amalgamés autour des années 1890 en Europe. Ces associations de producteurs ne sont toutefois pas inscrites en rupture aussi complète avec le libéralisme que ne le pense l'auteur. Elles acceptaient le jeu de la concurrence. Elles auraient construit un genre « socialisme de marché » si elles avaient connu un développement durable. Et la tentation – non pas « libérale-libertaire » – mais « libérale-labouriste », comme en Angleterre, était la plus forte. L'évolution du mouvement coopératif – à qui Marcel Mauss, comme l'auteur le rappelle justement, a donné beaucoup de soins – montre que les réalités du marché ne continuent pas moins de jouer. Certaines doctrines ou courants ont voulu aller plus loin en abolissant le marché. Le communisme l'a tenté. Les résultats sont connus. C'est sans doute ce que Jean-Claude Michéa appelle des « efforts douteux ». La tradition « anarcho-syndicaliste » que notre auteur qualifie quant à elle de « généreuse » ne peut pas être seulement mentionnée, la logique de ses théoriciens étant une remise en cause des principes de la démocratie représentative. La controverse qui a opposé Jaurès à Hubert Lagardelle en 1908 a montré quel était le prix de « l'autonomie ouvrière ». L'anarcho-syndicalisme n'a pas voulu se poser la question de l'organisation du pouvoir à l'échelle d'une société. Les apories de la réalisation d'une société immédiate à elle-même ne sont pas moins fortes que celles de la démocratie représentative... Tout le monde connaît les conflits et les inégalités qui se créent dans tout groupe humain. Ils peuvent certes aller avec des phénomènes forts d'entraide et de solidarité. Mais les problèmes de pouvoir ne sont jamais bien loin. L'histoire des groupes anarchistes l'a parfaitement montré. Cela ne peut pas être passé sous silence.

Entendons nous bien. On a le droit de penser contre l'Histoire, nous n'avons certes pas à avaliser toutes ses évolutions, mais nous ne devrions pas le faire en occultant les conséquences des choix politiques proposés. Il est ainsi étonnant que Jean-Claude Michéa puisse porter une condamnation de la « Gauche », opposée à ce qu'aurait été un socialisme authentique, sans consacrer un moment d'analyse à la situation de la démocratie. Les mouvements socialistes, syndicaliste, communistes n'ont cessé d'en débattre pendant des décennies. Les grandes ruptures se sont faites sur cette question. Il ne faudrait pas en oublier les raisons. Le fait incontestable que nous vivions depuis près d'un quart de siècle – pour ce qui concerne les pays développés – une période de déséquilibre entre le capitalisme et la démocratie, n'implique pas que nous reprenions le débat comme au XIX<sup>e</sup> siècle « sous un voile d'ignorance », volontairement celle-ci. En condamnant la « Gauche » et en s'inscrivant dans la tradition de l'autonomie ouvrière, c'est la politique représentative et les pouvoirs quels qu'ils soient que critique Jean-Claude Michéa. C'est un courant intellectuel qui a trouvé et trouve aujourd'hui un écho certain. Encore faut-il qu'il s'assume en tant que tel, avec toutes les conséquences de ses choix, et n'avance pas masqué sous les dehors d'une « vérité » philosophique.

“ Les mouvements socialistes, syndicaliste, communistes n'ont cessé de débattre de la démocratie pendant des décennies et les grandes ruptures se sont faites d'ailleurs sur cette unique question. ”

Le livre de Monique Canto-Sperber ne peut nourrir ce type de critique. Il fonde, en effet sa réflexion sur un examen attentif des développements et contradictions historiques. Il se veut, d'abord, un constat que l'on peut résumer en deux propositions, le socialisme au fil du temps s'est « libéralisé », « à rebours de sa propre orthodoxie », comme l'écrit l'auteur, en défendant « la valeur de l'individu, l'autonomie sociale, le rôle juridique impartial de l'Etat et la part irréductible de l'initiative économique ; le libéralisme s'est parallèlement « socialisé », en acceptant des règles pour l'économie de marché, la démocratie, des politiques de solidarité. Il

existe toute une tradition politique qui, sous des formes diverses et sous des appellations différentes, a voulu intégrer les grands enseignements du libéralisme dans la pensée républicaine et socialiste. Sa généalogie est détaillée pour la France dans ce livre et étendue à l'Europe et aux États-Unis dans une anthologie parue parallèlement<sup>3</sup>. Les oppositions se sont donc réduites. Mais Monique Canto-Sperber pense, et veut démontrer, qu'il faut aller aujourd'hui au-delà, qu'une synthèse nouvelle est nécessaire pour l'avenir du socialisme même. Il est possible de construire « un socialisme des libertés » qui ait pour objectif de donner aux individus les moyens de leurs libertés. Cela suppose évidemment de mettre en œuvre un libéralisme qui ne soit pas celui du « laisser-faire, laisser-passer », un libéralisme proche de celui d'Amartya Sen qui fait de la liberté « la fin ultime du développement », éloigné de celui de Friedrich Hayek, qui fait du marché un « ordre spontané »<sup>4</sup> devant le plus possible échapper à l'interventionnisme étatique. Cette synthèse, cependant, Monique Canto-Sperber la pense à partir de « l'idée de l'individu libéral enrichie d'interactions sociales ». La dernière partie de l'ouvrage tente d'en montrer les conditions de possibilité en dessinant un véritable projet pour un « socialisme libéral » ou un « libéralisme socialisé ».

**Je** voudrais maintenant consacrer quelques réflexions à ce triple objet que nous propose Monique Canto-Sperber, à savoir, le constat, la tradition du socialisme libéral et le projet.

**Le** constat d'abord. Je le partage pour l'essentiel. Il est vrai qu'aujourd'hui le libéralisme comme le socialisme n'offrent plus de modèles tranchés. Non que les politiques qui se réclament d'eux ne soient plus reconnaissables. Les dernières années ont montré que toutes les politiques ne se ressemblent pas sur des points importants. Mais le libéralisme et le socialisme ont réalisé les adaptations de leurs principes qui ont permis de bâtir les sociétés européennes que nous connaissons. Les libéraux et les socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle seraient bien étonnés s'ils pouvaient juger de la situa-

tion actuelle. Les premiers redoutaient le suffrage universel et voulaient écarter l'État de l'économie, les seconds préparaient la révolution et voulaient l'appropriation collective des moyens de production et d'échange. L'Europe aujourd'hui est un régime mixte qui unit une démocratie pluraliste protectrice des droits de l'homme, un niveau élevé de développement, une protection sociale importante. Que les équilibres trouvés soient toujours en question, cela tient à la confrontation permanente des intérêts et des idéologies et à la réalité des rapports de force nationaux et internationaux. Ils ont été et sont le résultat de luttes souvent pacifiques, parfois violentes, où le libéralisme et le socialisme ont perdu de leur identité première, mais où, en définitive, les compromis qu'ils ont consentis, ont eu le mérite éminent, à la fois, d'assurer la démocratie et de construire un modèle social attractif.

“ Il n'y a pas de compromis initial avec le libéralisme. C'est la démocratie qui est la variable clef et la ligne de partage de tous les débats. ”

**Le** point le plus important cependant est de comprendre ce qui a été au cœur de cette évolution. Il n'y a pas eu de compromis initial avec le libéralisme. C'est la démocratie qui a été la variable clef et la ligne de partage de tous les débats. En faisant, en effet, leur la lutte pour le suffrage universel, les partis socialistes d'Europe occidentale, qui voulaient représenter un intérêt social particulier, le prolétariat, ont accepté le principe de majorité, différent du principe de classe. Ce choix, qui a suscité de nombreuses controverses, a non seulement donné l'espoir d'une évolution pacifique vers le socialisme, mais il a fondé la légitimité de la réforme pour apporter des réponses immédiates à des problèmes urgents. C'est paradoxalement la réalité du parti de classe, en permettant d'inscrire la question sociale au centre de la vie politique, amenant l'État à être « l'expression d'un rapport de forces » pour reprendre l'expression de Jaurès, qui a fait accepter les règles de la démocratie représentative.

Les partis socialistes et les syndicats – à des degrés divers selon les pays – ont aidé à construire une forme de démocratie pluraliste faisant toute leur place aux intérêts collectifs. Ils ont pu ainsi retrou-

ver les principes d'une version du libéralisme politique – non pas le libéralisme qui privilégie la seule action des individus – mais celui qui fait dépendre l'intérêt général d'une interaction de groupes sociaux poursuivant leurs objectifs propres, le libéralisme des contre-pouvoirs.

Il s'agit évidemment là d'une « histoire stylisée », du rappel de la logique qui a été à l'œuvre sous des formes diverses et avec des temporalités diverses dans les différents pays, mais qui permet de comprendre comment se sont passés les rapports entre le socialisme et le libéralisme. Leur rencontre ne résulte pas d'affinités initiales, mais a été le produit d'une interaction politique et sociale étendue sur plusieurs décennies. La prise de conscience n'en n'a pas été moins longue.

La première guerre mondiale a eu, un effet décisif sur cette évolution. Elle a mis fortement à mal l'idée d'une unité du prolétariat et de ses partis, ils ont combattu les uns contre les autres. Elle a amené nombre de partis socialistes à participer à des gouvernements nationaux. La révolution bolchevique a obligé les socialistes à se déterminer pour ou contre la violence, pour ou contre la démocratie. Le socialisme démocratique a pris véritablement conscience de lui-même dans cette conjoncture. Il s'est trouvé alors face à la question de la politique économique à mener qui avait été jusque-là éludée. Son seul programme était la nationalisation. Les premiers gouvernements qu'il a dirigés ou auxquels il a participé ont montré que les socialistes, les travaillistes, les sociaux démocrates, hors quelques réformes immédiates (importantes d'ailleurs), – les assurances chô-

mage et les assurances sociales –, n'avaient pas d'autre politique que le respect pratique des principes économiques libéraux<sup>5</sup>.

La défense de la démocratie, que rendait nécessaire la double menace du fascisme et du communisme, demandait qu'un compromis fût trouvé sur les enjeux écono-

“ Les partis socialistes et les syndicats ont aidé à construire une forme de démocratie pluraliste. Ils ont pu ainsi retrouver les principes d'une version du libéralisme politique, le libéralisme des contre-pouvoirs. ”

miques. Il fut mis en œuvre empiriquement par les gouvernements sociaux-démocrates suédois et norvégien dans les années 1930 et étendu ensuite après la seconde guerre mondiale à tous les partis et gouvernements socialistes. La propriété publique d'entreprises énergétiques de transports et d'une part du crédit a été utilisée pour faciliter le contrôle de l'État sur l'économie, et, parfois, sur une grande échelle comme en France, en Angleterre et en Autriche. Mais la nationalisation est apparue de plus en plus comme un moyen possible, non comme un but : il faudra attendre 1982/83 en France pour que cela soit le cas, non sans tomber dans un excès inverse. La grande « découverte » de la social-démocratie a été que les économies capitalistes peuvent être contrôlées sans la propriété étatique, les cycles économiques atténués, le plein emploi réalisé, les inégalités limitées, les maux de la vie pris en charge collectivement etc. Keynes et les politiques keynésiennes ont donné les moyens doctrinaux et pratiques pour conduire cette véritable révolution politique. Il est difficile de dire la part dans son inspiration de ce qui revient au libéralisme ou à la social-démocratie. Mais elle a parfaitement convenu aux sociaux-démocrates puisque, selon les mots de Léon Blum, « une meilleure répartition des richesses favorise la production en même temps qu'elle satisfait la justice ».

Ce mode de compromis avec le capitalisme a permis d'ajouter à la citoyenneté politique une citoyenneté sociale. Le socialisme n'était plus un avenir illusoire (ou inquiétant avec le communisme) mais devenait l'opportunité pour chacun de réaliser son potentiel et l'assurance que personne ne demeure abandonné à son mauvais sort. Mais cela devait être obtenu par l'action collective, l'individu n'étant pas laissé à lui-même, la solidarité collective, au contraire étant la condition de l'affirmation de son individualité. La vision demeure donc différente du libéralisme.

“ Le compromis avec le capitalisme a permis d'ajouter à la citoyenneté politique une citoyenneté sociale. Le socialisme n'était plus un avenir illusoire mais devenait l'opportunité pour chacun de réaliser son potentiel et l'assurance que personne ne demeure abandonné à son mauvais sort. ”

À ce moment de la réflexion, et avant de voir ce qu'il peut en advenir de ce produit de l'histoire construit pragmatiquement par le socialisme démocratique dans les défis nouveaux du monde actuel qui établissent peut-être des rapports différents avec le libéralisme, il est utile de s'interroger sur la réalité d'un courant libéral dans l'histoire du socialisme français. Monique Canto-Sperber ne pense d'ailleurs pas qu'il y ait une continuité, qui irait de Proudhon et de Fourier à Michel Rocard et Bernard Kouchner.... Rien de plus difficile, en effet, que de déterminer la réalité des filiations dans le domaine des idées et, encore plus, dans les politiques effectivement suivies. Il est vrai que l'on peut discerner quelques grandes tendances dans la pensée socialiste entre les courants qui, de manière ou plus ou moins forte, donnent à l'État la mission d'absorber les fonctions essentielles de la société et ceux qui donnent un rôle, là aussi plus ou moins fort, à l'organisation volontaire de la société. La défiance vis-à-vis du marxisme, pouvant aller jusqu'au rejet, a constitué une autre ligne de partage – l'orthodoxie socialiste étant largement structurée par une vulgate marxiste. Mais ces deux lignes ne se recoupent pas exactement. Une part des « autogestionnaires » des années 1970 voulait renouveler le marxisme....

Le point le plus problématique toutefois, qui rend malaisé la détermination de l'influence « des idées libérales dans le socialisme français », est l'incertitude qui entoure le contenu de la notion de libéralisme. Proudhon condamne l'État et tout pouvoir. Mais il a avant tout une vision morale de la société future. Son anarchisme ne peut être assimilé à l'individualisme libéral. La « Justice » n'est pas le droit. Les syndicalistes révolutionnaires, qui se sont recommandés de lui, n'acceptaient pas la démocratie représentative. Le moment « planiste » est lui aussi ambigu. Certes Henri de Man, le Marcel Déat de 1930, les intellectuels de « Révolution Constructive » ont rompu avec le dogme de la socialisation intégrale des moyens de production et d'échange pour définir une « économie mixte ». Ils ont été proches du syndicalisme et voulaient lui donner une fonction majeure. Mais ils étaient avant tout – en tenant

compte de leurs différences – passionnés par l'organisation sociale. Leur filiation est plutôt à trouver du côté du saint-simonisme. Henri de Man et Déat ont défendu par la suite une conception corporative de la société. Il ne faut donc pas établir un signe égal entre réformisme et libéralisme. Cela s'entend également lorsqu'on examine la pensée de Jean Jaurès et de Léon Blum. Humanistes évidemment, ils n'ont jamais renié la République, mais ils n'ont jamais non plus répudié le marxisme – même s'ils l'ont beaucoup interprété... En fait, ils ont eu essentiellement une vision morale du socialisme. Moralité ne veut pas dire nécessairement liberté.

“Jean Jaurès et Léon Blum, n'ont jamais renié la République, mais ils n'ont jamais non plus répudié le marxisme. Ils ont eu essentiellement une vision morale du socialisme.”

Enfin, c'est tardivement qu'une réflexion réellement spécifique sur les rapports du socialisme avec le libéralisme a pris corps. Il a fallu attendre les années 1970 et 1980 pour qu'avec la « deuxième gauche », à la fois politique et syndicale, fut posé, à la fois, la question du libéralisme politique, avec l'influence de l'antitotalitarisme, et du libéralisme économique, avec la part nécessaire du marché. Mais, en même temps, la « deuxième gauche » des années 1970 voulait dépasser la social-démocratie. Le débat n'était donc pas clos.

Ce qui lui donne une réelle actualité aujourd'hui, – plus que le travail propre d'un courant social-libéral dont nous venons de voir le caractère problématique –, c'est le changement de « paradigme », entraîné par les transformations de l'économie et de nos sociétés, qui a été décisif.

Dans les années 1980/1990, les équilibres construits par le socialisme ont été mis en cause. Cela tient à des causes exogènes, les changements technologiques, l'accroissement de la compétition internationale, la globalisation des marchés financiers, etc. Mais, aussi, à des causes endogènes, l'accroissement du coût de la protection sociale, le vieillissement des populations, les limites de la

fiscalité, la réalité de l'individualisme... La politique gouvernementale surtout, et les partis dans leurs programmes également, ont intégré des éléments de politique néo-libérale. Le cas a été patent – et symbolique – en France en 1983 et dans les années qui ont suivi. Depuis lors, le débat existe dans le socialisme européen de savoir s'il faut alors, et jusqu'où, réaliser une nouvelle révision doctrinale de la social-démocratie qui la fasse entrer finalement dans une troisième étape de son histoire depuis les années 1880. Le New Labour de Tony Blair le pense et a mené, depuis 1997, un véritable combat idéologique pour convaincre les autres partis européens<sup>6</sup>. Les socialistes français ont fait part de leurs analyses critiques, notamment lors du Congrès de l'Internationale Socialiste tenu à Paris en novembre 1997.

Monique Canto-Sperber reprend la question dans toutes ses dimensions. Elle marque des distances avec ce qu'il y a dans le « blairisme » de simple accompagnement du marché. Elle part d'une conception exigeante d'un libéralisme normatif qui demande des règles et répudie l'ultra-libéralisme et qui aurait pour souci de donner les conditions aux individus pour qu'ils puissent choisir, entreprendre, assumer initiatives et responsabilités. Pour sortir de sa crise intellectuelle, le socialisme doit partir de ces prémisses, construire « une forme d'orientation libérale régulatrice », qui correspond aux réalités de notre monde, l'individualisation et la globalisation. Monique Canto-Sperber ne propose pas, par une synthèse molle, de substituer simplement dans l'expression « social-démocrate » le terme « libéral » au terme « démocrate », « puisque l'inspiration libérale représente aussi une orientation et une méthode pour approfondir et critiquer ses excès »<sup>8</sup>. Elle essaye de le montrer à la fin du livre, en prenant quelques exemples concernant le travail, avec l'idée notamment d'une sécurité sociale du travail, la redistribution des richesses, avec l'épargne salariale, ou la notion de bien publics. La discussion peut effectivement être profitable – et a déjà commencé depuis plusieurs années sur des éléments précis, comme le fait Monique Canto-Sperber, pour savoir comment

intégrer des normes sociales dans le marché. Et de ce point de vue, concrètement, il y a bien des problèmes communs entre la social-démocratie et un libéralisme social. Mais, je ne pense pas malgré tout que l'on puisse les inscrire dans un même cadre doctrinal. Et, cela, pour deux raisons de fond, l'une de principe, qui porte sur ce qu'a d'irréductible la social-démocratie au libéralisme, l'autre de conjoncture, qui vient de ce que l'on a trop accordé aux « évidences libérales » dans la période écoulée, alors qu'elles doivent être questionnées plus avant. Je termine cette réflexion sur ces deux points.

“ Le socialisme administré est mort. Mais il ne faut pas oublier ce qu'est l'essentiel du socialisme, un idéal de souveraineté collective. ”

Les difficultés, et les limites de la social-démocratie ne doivent pas effacer la pertinence des critiques que les socialistes ont porté et portent contre le capitalisme. La prépondérance du libéralisme économique depuis maintenant plus de vingt années est allée de pair avec l'accroissement des inégalités entre les pays et au sein des sociétés. Ce n'est certes pas une raison pour revenir aux modèles du passé. Le socialisme administré est mort. Mais il ne faut pas oublier ce qu'est l'essentiel du socialisme, à savoir un idéal de souveraineté collective. Les citoyens agissant ensemble doivent être capables d'influer sur les tendances principales de la société, tout particulièrement sur les effets indésirables des actions individuelles. La reconnaissance des mérites du marché ne peut pas amener une conversion sans réserve au libéralisme. Les libertés pour chacun sont un objectif, elles ne peuvent être un fondement qui interdirait à la démocratie de les corriger lorsque leur coût pour la société excéderait leurs bienfaits. Le socialisme moderne doit être fondamentalement une théorie et une pratique de la citoyenneté. C'est la démocratie qui est légitime pour donner à l'action politique la possibilité d'influer sur l'allocation des ressources. Cela suppose d'assurer, à la fois, la citoyenneté politique et une citoyenneté sociale nécessaire à une sécurité de vie. Les problèmes pratiques existent, les limites de l'action publique, les limites de l'égalisation –

“ Les libertés pour chacun sont un objectif, elles ne peuvent être un fondement qui interdirait à la démocratie de les corriger lorsque leur coût pour la société excéderait leurs bienfaits. ”

tout ce qui est en débat depuis les origines du socialisme. Mais le fondement doctrinal ne peut que demeurer cet idéal de souveraineté collective. La tension continuera donc à exister avec le libéralisme, aussi bien intentionné soit-il. La social-démocratie ne peut donc pas séparer la politique, l'économie, le social, alors que le libéralisme tend à séparer les domaines.

L'autre point majeur tient aux effets de la vulgate néo-libérale qu'a constitué le nouveau paradigme mondial depuis une bonne vingtaine d'années. Sa logique a été de défendre partout l'idée que les institutions du marché étaient les mieux à même de maximiser spontanément la prospérité avec le moins d'intervention politique possible. Les principales économies capitalistes ont donc promu le libre-échange, la circulation des capitaux, les dérégulations du marché du travail, tout en se protégeant contre les conséquences de la mondialisation pour elles-mêmes aux dépens des productions des pays pauvres. Tout cela a dessiné une « contrainte » qui n'a pas été assez contesté au fond par les socialistes européens. Monique Canto-Sperber le fait partiellement. Mais elle le fait en pensant que les « outils » de la social-démocratie ne sont plus pertinents. Or, ce n'est pas le cas de tous. La lutte contre le chômage doit faire sa part aux politiques de la demande. Les investissements de l'État sont souvent nécessaires. L'État peut être efficace dans la modulation de biens fondamentaux. Les assurances privées n'assurent pas au mieux la protection sociale. L'assurance universelle est un facteur clef de la cohésion de la société. Les États ont plus de moyens que les libéraux le disent de réguler l'économie. La mondialisation sert trop souvent de prétexte. Car, nombre des effets qui lui sont attribués relèvent, en fait, de changements technologiques, d'évolution démographiques, de comportements sociaux. Les individus ne peuvent affirmer leur autonomie que s'ils ont le support de structures collectives. Tout n'est donc pas à réviser à partir d'une vision libérale dans les politiques publiques que peuvent mener des gouvernements

sociaux-démocrates. Les deux vrais défis pour les partis et les gouvernements de tradition social-démocrate sont, d'un côté la globalisation, le changement d'échelle de nombre de problèmes, de l'autre, l'individualisation, la difficulté pour les règles collectives de prendre en compte une diversité accrue des situations. Dans les deux cas, c'est d'une réforme des modes d'application de la puissance publique qu'il s'agit.

“ La social-démocratie ne peut pas séparer la politique, l'économie, le social, alors que le libéralisme tend à séparer les domaines. ”

La pensée socialiste n'a donc rien à craindre d'une confrontation avec le libéralisme. Plutôt que de se contenter d'une condamnation paresseuse, le libéralisme étant le mal par définition, il doit l'analyser pour voir ce qu'il y a de commun – et heureusement de commun pour la nature même de nos sociétés – et ce qui demeure irréductible, tant du point de vue des identités doctrinales, que politiques. Les deux livres de Jean-Claude Michéa et de Monique Canto-Sperber donnent les éléments pour mener à bien cette réflexion. Dans leur opposition même, ils jettent une lumière vive sur ce qui a été et demeure la nature du socialisme démocratique. Certes, étant une force politique, qui plus est diversifiée selon les histoires et les réalités nationales, il n'offre pas une idéologie exempte de « bricolages » produits de situation historiques. Mais il y a une logique de pensée et d'action du socialisme démocratique qui mérite d'être explicitée et défendue tant elle est susceptible de faire servir les tensions et les constructions présentes dans les sociétés modernes à l'intérêt général. Contrairement au libéralisme, le socialisme démocratique pense qu'il y a un bien commun et qu'il est déterminable, mais que les moyens pour l'atteindre demandent un « mixte » de principes et de politiques, et que cela est tout aussi important. Je ne suis pas loin de croire qu'il y a une grandeur nécessaire de la social-démocratie que nombre d'intellectuels notamment ne veulent pas prendre réellement comme objet de pensée. Or, ce n'est pas parce que l'idéologie du socialisme démocratique est nécessairement floue qu'il ne porte pas une logique politique forte. ❁

1)- Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique. Critique de l'idéologie économique*, Paris, Seuil, 1979.

2)- Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

3)- Monique Canto-Sperber et Nadia Urbinati, *Le socialisme libéral. Une anthologie, Europe-Etats-Unis*, Paris, Esprit, 2003.

4)- Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2000 et Friedrich Hayek, *La route de la servitude* (1944), Paris, PUF, 1985.

5)- Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'Utopie à l'épreuve. Histoire du socialisme européen*, Paris, Edition de Fallois, 1996.

6)- Voir, par exemple, *Blair-Schröder. Le texte du manifeste. Les analyses critiques*. Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, n°13, août 1999 et John Crowley, *Tony Blair, le nouveau travailliste et la troisième voie*, La documentation française, Problèmes politiques, n°824, juillet 1999.

7)- *Vers un monde plus juste*. Contribution française au Congrès de l'Internationale Socialiste. *L'hebdo des Socialistes*, 19 octobre 1999, n°111, juillet 1999.

8)- Monique Canto-Sperber, *Les règles de la liberté*, op cit, p.210.

# AUTOGESTION

## Interview de Daniel Cohn-Bendit



# AUTONOMIE

**FJJ :** *Pour commencer, abordons votre positionnement face à deux livres aux thèses diamétralement opposées. D'une part, Jean-Claude Michéa considère que, depuis que le socialisme a épousé l'idéologie du progrès, il s'est assimilé au libéralisme, et donc, depuis au moins un siècle, le socialisme est sur une mauvaise voie en s'assimilant à l'idéologie républicaine, à la philosophie des Lumières. D'autre part, Monique Canto-Sperber considère que le socialisme n'a pas encore trouvé le chemin vers le libéralisme et que son avenir passe par là. Sur ces deux thèses, est-ce qu'il y en a une vers laquelle vous penchez ?*

**DCB :** Avant de répondre à cette question, je souhaite d'emblée rappeler que je ne



Daniel Cohn-Bendit  
Journaliste,  
député européen  
(Les Verts),  
il est, depuis  
janvier 2002,  
co-président  
des Verts/Alliance libre  
européenne au  
Parlement européen.

suis pas socialiste. Par conséquent, rien dans ma démarche ne vise à retrouver un « certain » socialisme. Le mouvement écologiste, et particulièrement l'écologie politique, se sont construits et développés justement en tant que critique du socialisme, qu'il soit de tendance social-démocrate ou communiste, et d'une certaine approche théorique du progrès et du productivisme.

Ceci étant dit, j'avoue trouver plaisant de débattre sur l'essence du socialisme. Pour commencer avec Jean-Claude Michéa : je pense qu'il dit tout et son contraire tout en reconnaissant qu'il le fait bien. Son livre me rappelle un peu les écrits des situationnistes, du « Debord » de la grande époque. On est dans le «non» radical à tout ce qui existe, qu'il s'agisse du capitalisme, du communisme ou encore du socialisme. En fin de compte, il est difficile de voir où cela mène et de comprendre les intentions de l'auteur. On a donc du mal à saisir quelle pourrait être la nature de cette altérité radicale dont parle Jean-Claude Michéa.

De plus, je crois qu'il a tort lorsqu'il affirme que le malaise du socialisme vient du fait qu'il ait intégré le libéralisme. Le socialisme, structurellement, a toujours été très réticent au libéralisme dans la mesure où ce dernier place l'individu et l'autonomie au centre de sa théorie alors que le socialisme est un projet d'émancipation collective qui a vocation à gommer les désirs et les velléités d'émancipation individuelle.

Mon ancrage dans la tradition libertaire m'a amené à considérer depuis toujours qu'il existait une filiation entre les idées libertaires et le libéralisme. De fait, l'approche des libéraux et celle des libertaires convergent du point de vue de l'idée qu'ils se font de la place et du rôle attribués à l'individu dans la société ainsi que sur la question fondamentale de son émancipation.

Dès lors, lorsque Monique Canto-Sperber interpelle les socialistes en leur disant que le projet socialiste en tant que tel doit réus-

sir à intégrer la réflexion du libéralisme politique, j'estime qu'elle a raison. Quant à Jean-Claude Michéa, il pense que le reste du monde est peuplé de débiles et d'ignorants qui n'ont rien compris. C'est un peu du « m'as-tu vu, m'as-tu entendu, j'ai tout vu, j'ai tout lu, j'ai tout senti, vous avez un nom, moi j'en ai dix ». Au-delà de cette remarque, je crois qu'il est dans la pure tradition de l'idéologie révolutionnaire qui aboutit au totalitarisme. La finalité de son altérité radicale et absolue conduit donc à une vision totalitaire du monde, à un système Orwellien. C'est du moins ce que j'ai ressenti à la lecture de son livre.

“ Il existe une filiation entre les idées libertaires et le libéralisme. L'approche des libéraux et celle des libertaires convergent du point de vue de l'idée qu'ils se font de la place et du rôle attribués à l'individu dans la société. ”

**FJJ** : *Etes-vous sensible malgré tout à la critique de l'idéologie du progrès qui est présente, qui est même à la racine du livre de Jean-Claude Michéa ?*

**DCB** : Oui, mais lorsqu'il critique l'idéologie du progrès pour nous livrer des pages d'Engels décrivant le monde artisanal, le « monde d'avant » l'industrialisation... comme étant absolument formidable, on croit rêver.

Je trouve son retour à Marx et Engels à la fois touchant et naïf. Cette démarche le pousse finalement à croire qu'ils avaient fait le tour de toutes les questions possibles. Prenez simplement la manière dont ils décrivaient la période pré-industrielle en laquelle ils voyaient la préfiguration de l'idéal libertaire du monde. C'est Engels copiant Proudhon et nous décrivant l'idéal du monde associatif où des ouvriers de métier peuvent aussi jouer aux boules !

Avec Jean-Claude Michéa, une fois dépassé le stade d'irritation et d'énervernement provoqué par son style, on est confronté à une sorte de recherche pathétique, par ailleurs compréhensible, d'un mon-

de moins aliéné où les individus, par je ne sais quel miracle, retrouveraient – ou trouveraient – une sorte de liberté originelle. Venant d'une personne qui refuse l'idéologie des Lumières, je dois dire que c'est pour le moins paradoxal. En fin de compte, si on le suit dans ses raisonnements, il y aurait, quelque part dans un monde désaliéné, libéré du progrès, libéré du capitalisme, libéré de tout, l'Homme bon et nu. Bref, ce « bon sauvage » qui, grâce à la société du don, recréerait un monde idyllique dénué de problèmes.

C'est du Rousseau en l'état. Cette vision romantique me paraît totalement ingénue. De plus, cette recherche d'un monde libérateur pour l'homme est issue d'une anthropologie positive de l'individu, idée fondamentalement rousseauiste, qui est fautive. Il n'existe pas une essence bonne ou mauvaise de l'homme. La croyance en une sorte « d'arrière-monde » qui nous permettrait de figer une fois pour toute l'être humain dans une nature en soi quelle qu'elle soit est sans doute réconfortante mais, selon moi, assez stérile. Si je devais me référer à un auteur, j'aurais plutôt tendance à suivre Hanna Arendt qui nous a livré des pages remarquables à propos de l'ambivalence propre à l'être humain.

Et c'est justement là que la théorie du libéralisme politique et la réflexion sur les institutions prennent toutes leurs forces : comment l'homme peut-il se protéger contre sa propre folie et en quoi le passage par les institutions politiques est-il nécessaire ? C'est une question à laquelle Jean-Claude Michéa ne pense même pas. Cela ne l'intéresse manifestement pas.

**FJJ** : *Voilà pour le volet du libéralisme qui est le libéralisme politique. Sur un des autres volets, qui est le libéralisme économique, est-ce qu'il y a pour vous une distinction entre le libéralisme et le capitalisme ?*

**DCB** : Le libéralisme évolue avec le capitalisme et il est vrai

que tant Adam Smith que « les » grands libéraux sont nés théoriquement avec le capitalisme. Si l'on souhaite dépasser le capitalisme, la question qu'il faut alors oser poser est la suivante : peut-on, doit-on, souhaite-t-on dépasser l'économie de marché ?

“ Si l'on souhaite dépasser le capitalisme, la question qu'il faut oser poser est : peut-on, doit-on, souhaite-t-on dépasser l'économie de marché ? ”

**FJJ** : *Quelle est la différence entre les deux ?*

**DCB** : Le capitalisme n'est qu'une des formes d'organisation possibles de l'économie de marché.

J'estime notamment qu'il est tout à fait concevable qu'une économie de marché intègre globalement l'autogestion et que, par conséquent, un marché où des entreprises – petites et grandes – autogérées proposent des produits est tout à fait envisageable. Le marché n'est finalement qu'une infrastructure autour de laquelle on peut tout à fait imaginer de multiples formes d'organisation.

La réduction de l'économie de marché au capitalisme néo-libéral est à mon sens une erreur qui court-circuite la pensée et nous empêche de proposer de nouvelles formes d'organisation, de structuration et de régulation du marché.

**FJJ** : *Vous dites qu'il y a plusieurs formes d'économie de marché, dont certaines où il y a des entreprises autogérées ou une intervention de l'Etat ?*

**DCB** : Je parle bien d'auto-gestion. Ce n'est pas moi qui l'ai inventée. C'est Proudhon. D'ailleurs, tous ceux qui, dès le début, ont mené une bataille là-dessus contre les marxistes étaient des libertaires.

**FJJ** : *Comment cette discussion se situe-t-elle par rapport au débat sur le libéralisme et aux thèses de Monique Canto-Sperber ?*

**DCB** : Monique Canto-Sperber pose bien le problème lorsqu'elle dit que le libéralisme s'est conçu – et c'est effectivement une dimension possible du libéralisme – comme une proposition d'organisation sociale de l'économie de marché avec des règles, une structure politique etc. Son livre, *Les règles de la liberté*, thématise et développe cette approche. Malheureusement, je trouve qu'elle s'est politiquement un peu limitée. Sa proposition n'est qu'une proposition de renouvellement du socialisme alors que ce qu'elle affirme est par ailleurs également valable pour l'écologie politique !

**FJJ** : *La conception du libéralisme que vous évoquez de Monique Canto-Sperber, correspond-elle à la perception qui existe à la fois en France et dans les autres pays européens ?*

**DCB** : Il faudrait pratiquement une analyse au cas par cas pour répondre correctement à cette question.

Si je prends par exemple la France, je n'oublierai jamais les réactions absolument extraordinaires chez Les Verts, les socialistes, et un peu partout d'ailleurs, lorsque j'ai dit, « je suis un libéral-libertaire ». C'est exactement comme si j'avais dit, « je suis un stalino-nazi ». Pour eux, le libéralisme-libertaire, c'était l'horreur absolue, la déraison maximale, du Milton Friedman, du Pinochet ! La tendance est donc plutôt de considérer que le mal absolu, c'est le libéralisme. Du moins, le néolibéralisme. Il est clair qu'à partir du

“ Aux Etats-Unis la gauche radicale se dit libérale. Pour elle, la lutte pour les libertés individuelles est au centre de la lutte pour l'émancipation collective, cela fait partie du même *corpus* idéologique. ”

moment où le mal a été défini, il n'est plus besoin de se poser certaines questions ni dès lors de proposer des réponses à toute une série de problèmes.

“ Le néolibéralisme est une idéologie qui correspond à un rapport négatif au monde où tout individu devient marchandise. ”

Si on prend un cas en dehors de notre continent : les Etats-Unis, on constate que la gauche radicale se dit libérale. Elle est même parfois appelée la gauche de la gauche. C'est bien la preuve que, dans ses fondements, la théorie libérale anglo-saxonne ne peut pas être uniquement droitière puisque beaucoup d'Américains, tout en se revendiquant libéraux, se sont définis comme étant plus à gauche que la social-démocratie. Pour eux, la lutte pour les libertés individuelles était au centre de la lutte pour l'émancipation collective, cela faisait partie du même *corpus* idéologique.

Le cas de l'Allemagne nous montre également que, pendant longtemps, le Parti libéral a été un parti de militants qui se présentaient comme des libéraux-sociaux. Parallèlement, on a souvent parlé des Verts comme étant les nouveaux libéraux au sens où, tout en étant un parti situé au centre, ils voulaient revaloriser l'existence de l'individu et trouver un nouvel équilibre entre la société et l'individu.

Finalement, en Grande-Bretagne, on rencontre aussi des libéraux qui ne sont pas à droite. Aujourd'hui, ils sont plutôt au centre de l'échiquier politique.

Comme je le disais plus haut, le problème vient en réalité du néolibéralisme, de la définition du libéralisme moderne fournie par des individus se déclarant libéraux. Selon moi, le néolibéralisme est une idéologie qui correspond à un rapport négatif au monde où tout individu devient marchandise. L'idéologie néolibérale par excellence s'identifie notamment à Milton Friedman qui se qualifie de « libertarian ».

“ Il est complètement suicidaire de continuer à tenir un discours prônant l'urgence d'une réforme pour sauver notre système de protection sociale alors que le patronat et son haut salariat ont droit à des salaires colossaux. ”

**FJJ** : *Tentons maintenant d'aborder cela sous un angle plus spécifique, celui des inégalités. Un des objectifs politiques de la gauche et des écologistes a été et demeure la réduction des inégalités. Dans quelle mesure cette conception du libéralisme ou cette acceptation du néo-libéralisme*

*introduit une différence entre liberté et égalité ?*

**DCB** : A la lecture des deux ouvrages, j'ai eu l'impression que chacun des auteurs était animé par la volonté de trouver – voire de retrouver – dans l'ordre social une certaine éthique du capitalisme, même si Jean-Claude Michéa ne parle pas en ces termes.

Pour ma part, je pense qu'en traitant le sujet des inégalités, on arrive au centre, peut-être pas de «la» problématique mais en tout cas d'une des problématiques fondamentales. En effet, aussi longtemps que le monde capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui fonctionnera avec aussi peu d'éthique, les inégalités et toutes les tentatives de réformes, qui ne vont d'ailleurs pas automatiquement dans le sens de leur réduction, ne pourront que générer du conflit social. Pour ne prendre qu'un exemple : il m'apparaît complètement suicidaire de continuer à tenir un discours prônant l'urgence d'une réforme en profondeur pour sauver notre système de protection sociale – qui n'existe d'ailleurs pas aux États-Unis – en avançant de surcroît que celle-ci passe par une réduction de certains acquis alors que, dans le même temps, le patronat et son haut salariat ont droit à des salaires colossaux. Ce discours est, et ça se comprend, totalement inaudible et injustifiable pour une majorité de citoyens.

En fin de compte, la question de l'égalité est une question qui relève en premier lieu de l'éthique de notre société. Quant à la réponse, elle est extrêmement difficile car elle ne passe pas par une loi ni des

règles qu'imposerait l'État. Nous ne parviendrons à dénouer le problème d'un monde plus juste et plus égalitaire qu'à partir du moment où il y aura un consensus autour d'une éthique de la responsabilité. C'est donc bien Max Weber qu'il s'agit de réhabiliter en prônant une éthique de la responsabilité, notamment des dirigeants de nos sociétés.

“ Nous ne parviendrons à dénouer le problème d'un monde plus juste et plus égalitaire qu'à partir du moment où nous aurons réhabilité Max Weber en prônant une éthique de la responsabilité. ”

**FJJ** : *Ce qui vous choque dans les dérives du capitalisme actuel, c'est cette concomitance des deux ?*

**DCB** : Oui et plus particulièrement le discours de ces cinq dernières années, précisément sur les réformes de la protection sociale dans toute l'Europe.

Je n'ai malheureusement pas de réponse toute faite qui permettrait d'aboutir à cette dimension éthique.

Je pense qu'il faudrait par exemple arriver à un écrasement de l'échelle des salaires sans pour autant aller jusqu'à dire que l'objectif final serait un égalitarisme absolu, du reste impossible à réaliser. Je trouve par conséquent insensé et immoral que cette approche ne fasse pas partie du débat sur l'éthique.

En d'autres termes, le degré d'acceptabilité de l'échelle et des hiérarchies sociales est directement lié au fait que les inégalités qui y sont sous-jacentes soient justifiables et relativement fondées.

**FJJ** : *C'est, dans une certaine mesure, une distance par rapport aux thèses de Monique Canto-Sperber qui est plus sur la notion d'égalité des chances. Je ne dis pas d'égalité mais d'égalisation des chances.*

**DCB** : On joue sur les mots. L'égalité des chances ne correspond évidemment pas à un nivellement. Elle implique au contraire que l'ensemble des citoyens puissent augmenter leurs chances, par conséquent améliorer leur formation, accroître leurs possibilités d'avoir « leur » place dans la société. Monique Canto-Sperber dit simplement qu'une société qui part du fait que tout le monde peut tout est le contraire du léninisme. Or, ce n'est pas vrai que toute cuisinière peut être patronne ou dirigeante politique. Evidemment, personne n'est a priori enfermé dans un rôle mais je pense que l'optimisme a ses limites, tout comme l'idéal de l'autonomie qu'il faut pourtant viser sans relâche. Je dirais d'ailleurs que, contrairement à Monique Canto-Sperber, je suis absolument partisan d'un revenu minimal inconditionnel. Il va de soi que cette mesure, qui n'a rien à voir avec une œuvre de charité, ne doit pas être pervertie pour justifier un accroissement de la déréglementation du marché du travail. Elle constituerait au contraire une mesure permettant notamment de garantir à la fois des droits et une protection tout en élargissant le spectre des individus qui en bénéficieraient. Par ailleurs, au lieu d'y voir une incitation à l'oisiveté, j'y vois au contraire un facteur de stimulation pour tous ceux qui voudraient se lancer dans des activités de type indépendantes.

La question qu'il faut dès lors se poser en priorité est celle de la place que l'on « concède » aux citoyens ayant une formation plus faible, de leur rôle, de leur acceptation dans la société.

Là, je crois qu'il est juste de s'en prendre à un pseudo égalitarisme auquel personne ne croit plus. Parallèlement, il est nécessaire de s'attaquer à une théorisation de la justification de l'inégalité. J'en reviens toujours au même problème : pourquoi peut-

on dire à un chômeur, « écoute, pour sauver le système social, tu n'auras que douze mois d'allocation de chômage » alors qu'à un patron qui vient de « casser » Alstom on lui propose trois millions d'eu-

“ Je pense que l'optimisme a ses limites, tout comme l'idéal de l'autonomie qu'il faut pourtant viser sans relâche. ”

ros pour partir ? C'est quoi cette logique ? Même s'il est vrai que les « grands » patrons sont en concurrence au niveau mondial, est-ce malgré tout acceptable ? Je ne le crois pas et je pense que le capitalisme avancé tel qu'il existe avec l'insécurité sociale, financière et psychologique qui l'accompagne, sera le moteur de sa propre crise s'il ne change pas sur ce point.

**FJJ** : *Comme le désaccord réel ne porte pas sur des conceptions différentes de l'égalité, si on poursuit cet objectif, notamment l'écrasement de l'échelle des salaires qui existe aujourd'hui avec un certain nombre de différences entre les pays européens, quelles sont les modalités, quels sont les différents instruments, entre les instruments classiques et redistributifs, et ce que vous évoquiez d'un mot : éthique, ce qui vient plus du consensuel, par le débat, la responsabilité ?*

**DCB** : J'ai parlé de l'éthique du capitalisme ou de l'éthique de la société marchande. Je prendrai un exemple pour étayer mes propos : tout le monde a été admiratif devant les Polonais qui, au moment où il se battaient avec *Solidarnosc*, ont développé la théorie de l'autolimitation de la révolution. Le capitalisme s'était déjà posé le problème de son auto-limitation avec le capitalisme rhénan et c'est exactement le débat du moment dans le capitalisme anglo-saxon...

**FJJ** : *Est-ce l'évolution des dix dernières années, précisément... ?*

**DCB** : Oui. Le capitalisme rhénan a perdu. Mais ce n'est pas au regard d'une défaite idéologique que l'on ne peut plus militer pour reprendre le débat. Nous avons aussi perdu au sujet du libéralisme, ce n'est pas non plus une raison pour arrêter ce débat.

**J**e voudrais maintenant développer en quelques mots un deuxième fait qui me paraît fondamental : face à la gauche marxiste, traditionaliste de l'aliénation, un concept est né dans les mouvements de contestation des années 60 qui définit la liberté de l'individu, à savoir : l'autonomie.

**P**our moi, le cœur de l'idée libérale-libertaire, c'est l'autonomie de l'individu, c'est-à-dire la capacité de l'individu à être lui-même, à décider s'il veut se battre collectivement ou individuellement, à choisir la manière dont il veut vivre et s'orienter dans la société, dans le monde du travail, à pouvoir décider de son orientation sexuelle... Bref, sa capacité à être maître de sa vie. En d'autres termes, l'héritage révolutionnaire des années 60 exige donc de lutter contre toutes les normes de la société qui essaieraient de réduire l'autonomie de l'individu.

**E**riger l'autonomie en valeur fondamentale de nos sociétés est pour moi un impératif, mais il va de soi que ce concept reste vide sans une formation, une éducation qui permettent justement de supporter le choc de l'autonomie et de la liberté. C'est pourquoi le grand débat sur l'égalité des chances passe aussi par le débat sur l'école. La grande défaite des politiques qu'ils soient socialistes, libéraux, néolibéraux ou révolutionnaires, c'est l'école.

**A**ujourd'hui en Europe, on assiste à un phénomène assez extraordinaire puisque, mises à part quelques exceptions, les systèmes éducatifs connaissent une crise profonde de laquelle se dégagent des similitudes intéressantes entre les pays.

**J**e voudrais d'ailleurs souligner le fait que Jean-Claude Michéa n'arrête pas de dire que « l'OCDE est une conspiration permanente du néolibéralisme ». Or, l'OCDE a par ailleurs réalisé une étude mondiale comparative dans trente-quatre pays. L'étude Pisa que personne ne connaît en France...

**FJJ** : *Elle a eu plus de retentissement en Allemagne...*

**DCB** : ...oui, alors que la France est loin d'être mieux lotie que l'Allemagne. En Allemagne, cette étude a véritablement fait

l'objet de tous les débats. La lecture de cette étude est très instructive puisque l'on apprend que les écoles les meilleures et les plus efficaces – capacité des enfants à lire, à écrire, à être autonomes à l'âge de 14 ans – sont les écoles suédoises et finlandaises. Je ferai remarquer que dans ces écoles où, jusqu'à l'âge de 16 ans, l'on ne donne pas de notes, il existe un vrai suivi pédagogique. De plus, comble de l'horreur pour un Français qui ne jure que par l'école à la française, ces écoles sont décentralisées. L'autonomie est absolue et le recrutement des enseignants se fait directement via les établissements.

**J**e ne dis pas que la France ou l'Allemagne doivent copier le système suédois, mais nous devons essayer de comprendre. Les réformes proposées en France sont refusées, l'école républicaine en l'état ne fonctionne pas. Par conséquent, nous avons le devoir d'élargir notre champ d'analyse au-delà de nos frontières et de nous inspirer de ce qui fonctionne dans d'autres pays européens.

**L'**école républicaine de Jules Ferry qui a réussi à créer une cohérence nationale en intégrant, à son époque, la paysannerie... a complètement échoué face à l'immigration. Elle est aujourd'hui incapable de répondre aux problèmes que pose une société multiculturelle. L'école élitiste à l'allemande, très différenciée avec les meilleurs dans une école, les moins bons dans une autre, a tout autant échoué face à l'immigration et au défi d'intégration. L'école communautaire à la hollandaise aussi.

**N**ous devons au moins essayer de comprendre ces multiples échecs, quels sont les problèmes et les déficits de pédagogie. Je maintiens que la réponse à ces questions se situe également au

“ Le cœur de l'idée libérale-libertaire, c'est l'autonomie de l'individu, c'est-à-dire la capacité de l'individu à être lui-même. ”

niveau de l'égalité des chances et de l'inégalité que produit le système qui structure notre société de manière fondamentale, à savoir : l'enseignement. Actuellement, la situation est clairement celle d'un monde complètement inégalitaire.

**FJJ** : *En suivant votre raisonnement, la réponse ne peut pas être dans « je donne des moyens bien plus importants que ceux qui existent actuellement dans les zones où il y a des difficultés, avec moins d'élèves, les meilleurs professeurs etc. ». Mais c'est un problème beaucoup plus lourd, et c'est la conception même que l'on a de l'éducation, c'est l'organisation même du système éducatif qui est en cause.*

**DCB** : Absolument. Mais attention, cela veut dire que face aux inégalités, aux crises identitaires, il faut oser poser et répondre aux questions essentielles sans tabou tout en se donnant des moyens financiers.

**FJJ** : *Mais avec cette réponse du « il faut mettre plus de moyens », on est dans un schéma classique de modulation de l'intervention étatique, alors que dans ce que vous évoquez on est dans une conception beaucoup plus libérale.*

**DCB** : Oui, mais justement ! On est dans une conception beaucoup plus libérale-libertaire de la modulation étatique. J'ai précisé « sans tabou ».

Je ne dis pas qu'il n'y a pas de responsabilités étatiques. Il est évidemment que c'est à l'État de donner les moyens à l'ensemble des écoles, de relever les défis auxquels sont confrontés les établissements scolaires dans tous les quartiers, dans toutes les régions. Il y a bel et bien un devoir de l'État.

Le problème est de savoir quelle est l'école qui sera capable de corriger les inégalités en place ? Je ne rêve pas d'une école dans une société idéale. Je pense à l'école telle qu'elle existe dans la société *hic et nunc* avec ses inégalités, ses violences, ses peurs, ses angoisses... C'est le point de départ de notre réflexion.

C'est pour cela que j'étais atterré pendant les grèves lorsque les enseignants se sont battus contre la décentralisation. Comprenez-moi bien. Il est logique de combattre les fausses décentralisations : une décentralisation de l'économie, une décentralisation régionale qui ne serait, en fin de compte, qu'une autre forme de centralisation mais régionale. Mais croire que ce « mammouth étatique » puisse dans et par son fonctionnement organiser une égalité des chances pour des millions d'élèves me paraît complètement insensé. C'est revenir au socialisme soviétique. Et si certains me disent « ça c'est libéral », alors j'accepte d'être ce libéral-là. Peut-être pourrait-on simplement dire « c'est intelligent ».

**FJJ** : *Donc une gauche moderne ne doit pas se laisser déposséder de l'idée de décentralisation.*

**DCB** : Bien au contraire, elle doit être à la pointe de la décentralisation. Une gauche moderne, écologiste doit être à la pointe de la décentralisation : « Small is beautiful » ! C'est absolument vrai pour l'enseignement qui nécessite un accroissement de l'autonomie accordée aux établissements et aux enseignants. Soyons clairs, la décentralisation n'est pas synonyme de beaucoup d'argent pour les établissements des villes riches et peu pour ceux des villes plus pauvres. La Suède a inventé une péréquation – compliquée mais de fait, réalisable – permettant la création de fonds de soutien aux écoles les plus démunies. Cela veut donc dire que l'Etat intervient afin de rééquilibrer le système et d'offrir les mêmes possibilités aux individus d'une école, c'est-à-dire aux enseignants, aux parents et aux enfants qui en ont le plus besoin.

**FJJ** : *Est-ce qu'il y a d'autres secteurs que l'école, par exemple la santé, où vous pensez que ce raisonnement-là est pertinent ?*

**DCB** : Sur la santé, le postulat qui devrait être à la base de tous les raisonnements et de toutes les mesures est que l'égalité équivaut aux mêmes droits à la protection sanitaire pour tous les individus. Il m'apparaît complètement aberrant que les riches aient droit par exemple à une meilleure protection dentaire alors que ce sont les plus pauvres qui en ont le plus besoin et qu'ils ne puissent d'ailleurs pas se l'offrir. C'est non seulement profondément inégalitaire, mais également profondément injuste et inacceptable.

Si nous voulons instaurer le principe d'égalité dans ce domaine, nous devons arriver à nouveau consensus de responsabilité individuelle. Cela veut donc dire que pour sauver le système sanitaire, il faut aussi trouver un moyen de contenir la consommation superflue dans ce domaine. Cela nécessite un état des lieux qui permette de discerner qui doit pouvoir profiter prioritairement de la protection collective et parallèlement il faut arriver à baisser la surconsommation de protection collective qui fait exploser les capacités collectives.

**FJJ** : *Comment réalise-t-on cette responsabilisation individuelle ? On a vu une responsabilité financière, qui est en filigrane de ce que vous évoquiez, qui est que chacun participe plus ou moins...*

**DCB** : Je n'ai pas parlé d'argent !

**FJJ** : *Si la responsabilisation financière n'est pas la voie centrale, alors comment ?*

**DCB** : Y-a-t-il une organisation de la pédagogie de la san-

té dans notre société ? Peut-on imaginer une société où un accompagnement pédagogique de la santé se ferait aussi bien à l'école pour les enfants que pour les parents ? Peut-on penser à une société plus capable de maîtriser ses angoisses ?

J'aime croire que là aussi c'est le rôle de l'État que de développer une organisation de la pédagogie de la santé pour alléger le poids financier de la protection sanitaire, sans que l'unique moyen de répondre à ce problème soit analysé en termes de pénalisation financière. De plus, comment l'intérêt général peut-il être perceptible, accepté, s'il n'existe pas une pédagogie de cette défense de l'intérêt général ?

On en arrive toujours au même problème : le socialisme traditionnel part de l'idée que la responsabilité collective est défendue par l'État... parce que les individus n'en sont pas capables. Alors que l'utopie libérale, et c'est vrai qu'il y a quelque chose d'utopique, c'est de se demander comment organiser la société pour que l'individu puisse être responsable de sa propre vie.

**FJJ** : *Est-ce que ce n'est pas un des clivages entre la première et la deuxième gauche ?*

**DCB** : C'était un clivage entre la première et la deuxième gauche. Attention, je tiens à préciser que lorsque j'ai écrit mon texte « une troisième gauche verte » ce n'était pas en pensant « il n'y a rien eu avant moi, j'arrive ». C'est vrai que c'était la direction de la deuxième gauche. C'est vrai, aussi, que c'est la deuxième gauche qui a créé l'un des acquis les plus importants : la CSG. C'est vrai, enfin, qu'elle a rénové profondément le socialisme français. Mais aujourd'hui

“ Le socialisme traditionnel part de l'idée que la responsabilité collective est défendue par l'État... parce que les individus n'en sont pas capables. Alors que l'utopie libérale, c'est de se demander comment organiser la société pour que l'individu puisse être responsable de sa propre vie. ”

d'hui, face à la mondialisation et face aux problèmes que nous rencontrons, on voit bien que le processus s'est arrêté.

**FJJ** : *Avant qu'on en vienne au débat sur l'Europe, attardons-nous, non plus sur le volet libéral mais plus sur le volet libertaire, sur les questions de sécurité qui est un problème que connaît l'ensemble des sociétés européennes, qui touche particulièrement les couches populaires. Comment du point de vue philosophique, intellectuel, aborde-t-on cette question-là quand on est libertaire ?*

**DCB** : Je crois qu'il y a deux dimensions qui ne sont pas contradictoires mais qu'il faut pouvoir maîtriser sous peine de les voir s'opposer dans certaines circonstances.

La première dimension est le droit à la sécurité. C'est effectivement un droit inaliénable. Toute femme a le droit de pouvoir se promener dans n'importe quel coin d'une ville, d'un pays, d'une région sans avoir peur de se faire agresser dans un train, dans un métro, la nuit, le jour, etc. Toute position politique qui relativiserait à outrance le droit à la sécurité au profit du risque généralisé reviendrait en fin de compte à nier ce droit fondamental. D'un autre côté, toute société qui serait surveillée en permanence finirait par nier de facto les libertés individuelles, ou du moins les réduirait.

À partir de là, et on en vient à la deuxième dimension, je crois qu'il faut essayer de creuser l'idée d'une responsabilité collective qui ne soit pas simplement une délégation de la sécurité à l'État. Je pense aux sociétés communautaires qui, même si elles ont parfois des propositions dangereuses, parviennent à lutter de manière plus efficace et à mieux former les individus face à certains types de problèmes comme par exemple la drogue.

C'est sans doute parce que le lien communautaire est aussi un

lien de surveillance collective que les sociétés communautaristes parviennent dans certains cas à marginaliser les problèmes.

**FJJ** : *Il y aurait donc une bonne version du communautarisme ?*

**DCB** : Oui. Absolument.

Je crois que tout État républicain a aussi besoin de formes d'organisations communautaires, d'organisations de quartiers. Il devrait en fait aider à l'évolution d'un sentiment d'appartenance à une communauté plus petite que celle de la Nation. Cette notion n'est pas à prendre seulement au sens « ethnique ». Ce serait complètement stupide ! L'appartenance communautaire de quartier ou sur le lieu de travail existe et doit continuer d'exister. Il faut donc que l'État facilite l'émergence de ces identités d'appartenance à un groupe, à une communauté qui, à mon sens, responsabilisent les individus.

Je crois que c'est là une des dimensions pouvant servir à lutter contre l'insécurité et que les responsables politiques n'ont pas assez explorée. De nouveau, on retrouve sur la question de la sécurité, l'aspect de la responsabilisation de l'individu et du groupe à s'organiser avec la médiation de l'État. Si l'on veut prendre un exemple et décliner à l'excès le problème de la sécurité, je dirais que pour les Palestiniens et les Israéliens, la réponse n'est évidemment pas de mettre des policiers et des murs partout. Tant qu'il n'y aura pas de perspectives réelles vous n'arriverez jamais à rétablir la sécurité.

En France ou en Allemagne, vous pouvez mettre autant de policiers que vous le souhaitez, optez aussi longtemps que vous le voulez pour la « tolérance-zéro », si des jeunes ne se sentent pas bien

“ Tout État républicain a besoin de formes d'organisations communautaires et devrait aider à l'évolution d'un sentiment d'appartenance à une communauté plus petite que celle de la Nation. ”

dans notre société, il y aura toujours des irrptions d'insécurité. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas de policiers et accepter n'importe quoi... ! Nos sociétés doivent pouvoir donner aux jeunes ou moins jeunes des perspectives, offrir des débouchés pour qu'ils se sentent bien, sans quoi nous aurons encore plus d'idéologies de rupture comme le communisme hier ou l'intégrisme aujourd'hui...

**FJJ** : *Cela veut dire que par rapport au goût du risque que vous présentiez au début de ce développement sur la sécurité, le curseur se déplace à l'excès, ou en tout cas qu'il manque cette dimension de perspectives à la fois en France et en Europe.*

**DCB** : On en revient à la même idée, qui est celle que Monique Canto-Sperber met dans le contenu du socialisme : on ne s'en sortira que si on est guidé par une idée claire du processus de responsabilisation et d'autonomisation des individus qui font que l'individu se sente responsable pour lui et pour le collectif. Si nous n'arrivons pas à créer cette dynamique, nous ne répondrons pas aux questions auxquelles nous sommes confrontés.

**FJJ** : *Abordons l'Europe par une question très large puisqu'elle est souvent posée comme cela, surtout à gauche en France aujourd'hui : est-ce qu'on peut qualifier idéologiquement la construction européenne – en d'autres termes l'Europe – comme une Europe libérale, dans le sens néo-libéral que nous évoquions précédemment ?*

**DCB** : L'Europe s'est construite sur l'idée de l'ouverture du marché. Mais pas seulement. Plus fondamentalement, elle a répondu à une tentative qui consistait à donner une cohésion à des États qui, justement dans leur lutte pour la maîtrise du marché de l'acier et du charbon, en étaient venus à la guerre. A cette époque, la maî-

trise de ce marché se faisait aussi par la guerre. En conséquence, l'Europe est une idée d'organisation d'un marché commun ; c'est d'ailleurs comme cela qu'elle s'appelait.

Aujourd'hui, on peut trouver les règles bonnes ou mauvaises mais, en tout cas, notre débat politique se déplace à l'intérieur de cette idée de vie en commun. Comment nous organiser entre nous ? Comment nous entendre à six – les six pays fondateurs – et puis avec les autres ? Comment faire fonctionner un marché qui permette l'agrégation de sociétés et d'États qui étaient fondamentalement des sociétés ennemies ? Voici les questions auxquelles l'Europe a dû répondre. C'est une construction qui est l'inverse d'une idée néo-libérale, de la simple liberté du marché.

Maintenant le combat politique porte sur les règles que se donne l'Europe afin de fonctionner : les règles actuelles sont-elles bonnes ? En faudrait-il d'autres ? Derrière ces questions : bonnes ou mauvaises organisation et gouvernance, c'est l'Europe politique néo-libérale qui est en question.

Ce débat est sain, mais je tiens quand même à préciser une chose pour la gauche : la gauche, et encore plus l'extrême-gauche ou les révolutionnaires qui veulent un monde d'innervation, qui sont pour l'internationalisation, n'auraient jamais signé le traité de Rome. Au nom d'un autre monde, d'un autre souhait politique, d'une autre Europe, ils n'auraient jamais signé aucun texte ni traité... On en revient toujours à la même logique : soit la révolution, le « rêve du grand soir » fait tout et l'on arrive à ce monde international rêvé, soit on met le doigt dans un engrenage diaboliquement émancipateur et pas seulement réformiste. C'est pour ces raisons que je suis réformateur. En effet, le non à l'Europe du capital et le non à l'Europe des armées, c'était déjà les deux grands mots d'ordre de l'époque contre la construction européenne.

Est-ce que, oui ou non, l'Europe d'aujourd'hui est une Europe

“ L’extrême-gauche ou les révolutionnaires qui sont pour l’internationalisation, n’auraient jamais signé aucun texte ni traité... On en revient toujours à la même logique : soit la révolution, le « rêve du grand soir » dans un monde international rêvé, soit on met le doigt dans un engrenage diaboliquement émancipateur. C’est pour ces raisons que je suis réformateur. ”

plus sécurisante que l’Europe telle qu’elle existait en 1945 ou en 1933 ? Oui. L’Europe d’aujourd’hui nous donne une perspective de paix et de non-guerre entre Européens. Lorsque l’on me dit « le capitalisme, les nations c’est la guerre » – analyse classique de l’impérialisme –, je regarde le chemin parcouru par cette Union qu’est l’Europe et je réalise que dans la région qui a été l’une des plus meurtrière du monde, qui a produit les plus grandes barbaries, c’est-à-dire le nazisme et le communisme, le colonialisme et l’exploitation, notre vie a changé.

On peut toujours me dire « ce n’est pas comme ça qu’il faut que soit l’Europe », j’en suis même convaincu... mais je préfère me battre politiquement pour une autre Europe dans l’Europe d’aujourd’hui, que me battre physiquement pour une autre Europe dans l’Europe de 1933 !

L’Europe, telle qu’elle est, est un projet de réforme en profondeur de ce continent, un projet historique qui prendra sans doute un siècle. C’est une réponse d’un demi-siècle de paix à au moins sept siècles de guerre.

Cette Europe cosmopolite, telle qu’elle existe, est le fruit d’un cosmopolitisme politico-culturel extraordinaire, d’une grande différenciation qui nécessite des évolutions très difficiles dans chaque pays.

Prenons un dernier exemple, le plus parlant : toutes les critiques qui ont pu être formulées sur l’euro sont justes. D’un côté, on a effectivement la Banque Centrale Européenne qui fait de l’euro l’expression de son libéralisme... De l’autre côté, on doit pour-

tant rappeler que le déficit public de 1983 est incomparable à celui qu’on connaît actuellement et que les gouvernements étaient complètement bloqués. Aujourd’hui, l’euro et l’Europe permettent de réagir aux pressions internationales. L’euro est un élément intégrateur : les enfants nés il y a cinq, quatre, trois, deux ans, achètent leurs premières glaces avec la même monnaie. Dans dix ans, il y aura un cours dans les collèges sur le franc, le mark... sur le thème « il était une fois » et dans vingt ans, plus personne ne saura ce qu’était le franc, le mark ou la lire... La compréhension du monde sera radicalement différente.

“ L’Europe, est un projet historique, une réponse d’un demi-siècle de paix à au moins sept siècles de guerre. ”

Depuis trois ans, il n’y a plus de frontière entre la France et l’Allemagne et dans quinze ou vingt ans nous ne saurons même plus qu’il y a eu un jour des frontières entre ces deux pays. Il faut imaginer : 1945 – 2003, cela fait cinquante ans qu’il n’y a plus eu de guerre entre la France et l’Allemagne et dans cinquante ans, il n’y aura plus un seul survivant des guerres du XX<sup>e</sup> siècle. La guerre entre la France et l’Allemagne ? Les prochaines générations auront sans doute du mal à croire que ces pays ont été en guerre, tout comme les générations d’aujourd’hui n’imaginent même pas que la Prusse et la Bavière se sont fait la guerre. ❁

# La question des libertés dans le socialisme

**L**es élections du printemps 2002 ont montré qu'il n'y a plus aujourd'hui de base sociologique assurée pour le socialisme. Les ouvriers et employés modestes n'ont voté qu'à 13 % pour le candidat socialiste. Ayant perdu le lien à sa clientèle électorale naturelle, le socialisme est donc mis au défi, peut-être pour la première fois de son histoire comme parti politique, de convaincre par ses idées. A une époque où les loyautés politiques n'ont plus la même force qu'autrefois, ce ne sont pas les appareils politiques qui font gagner une élection générale. Le succès dépend plutôt de l'aptitude à avancer des idées propres à faire comprendre le monde d'aujourd'hui et à donner une prise sur ce qu'il est.



© : Ulf Andersen

**Monique Canto-Sperber**  
*Agrégée de philosophie, elle est docteur en philosophie et directrice de recherche au CNRS, membre du Comité consultatif national d'éthique. Parmi ses dernières publications : Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale, L'Inquiétude morale et la vie humaine. Le socialisme libéral, une anthologie : Europe-Etats-Unis.*

Les propositions politiques, réalistes et précises, n'ont qu'un faible pouvoir de conviction quand elles ne sont pas inspirées par des idées claires et puissantes. Le socialisme a incarné, à l'époque moderne, un idéal d'émancipation personnelle et sociale. Cette ambition est encore plausible, mais on ne sait plus quel sens concret lui donner. Les débats tenus au Congrès de Dijon, partagés entre un réformisme de gauche consensuel mais imprécis et l'invocation enflammée d'un socialisme d'opposition radicale, n'ont guère eu le souci de répondre à cette question. Mais cet enthousiasme renouvelé ne doit pas faire perdre de vue la situation. Le socialisme français est à la croisée des chemins. Il lui faut inventer des idées qui aident les individus à vivre leur autonomie dans un monde commun et servent à maîtriser les secousses mondiales qui s'annoncent. Sans cela, il risquera fort de paraître un mouvement intellectuellement fini. Sa fortune électorale ne dépendra que faiblement de ses ressources d'initiatives et de propositions, et sera due surtout au besoin d'alternance politique.

## I. Mes thèses

La thèse que j'ai voulu mettre à l'épreuve dans mon essai, *Les Règles de la liberté*, est la suivante : les idées libérales sont la source majeure de renouvellement dont le socialisme contemporain a besoin.

Pour éviter les malentendus, deux précisions sont ici nécessaires. Le libéralisme dont je parle ne peut pas être amalgamé à l'ultralibéralisme qu'ont illustré en partie les gouvernements de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher. Par ailleurs, le socialisme dont il s'agit ici est surtout une philosophie de l'homme et du monde social, qui a reflété le développement et la complexité des sociétés modernes, et qui ne saurait être simplement réduit au socialisme politique d'aujourd'hui.

## Le renouvellement des idées politiques et le rôle des libertés

Dans des sociétés individualistes complexes, un problème politique majeur est de savoir régler l'exercice collectif des puissances d'agir. La sauvegarde de la solidarité, d'une société sûre et de l'autonomie des personnes en dépend. Il s'agit, dans un cadre commun (national, européen, voire mondial) de diffuser les libertés, entendues comme capacités de choisir, d'entreprendre, d'assumer responsabilités et initiatives. Il s'agit de faire en sorte que les moyens ainsi dispensés puissent être individuellement ressentis comme puissance d'agir. Comment concevoir les garanties communes qui permettent aux personnes de retrouver une maîtrise de leur destin ? Comment conférer des atouts en termes de pouvoir d'achat, formation, possibilité des choix, aides données aux projets, égalité d'accès aux biens publics ? Comment remédier aux pathologies de la démocratie que sont le populisme et l'auto-exclusion du vote (pratiquée surtout chez les jeunes, les chômeurs et les plus démunis) ? Comment accéder à ce qui contribue à faire de chacun un sujet actif du devenir social, et lui permette de retrouver un pouvoir et une influence ?

L'avenir intellectuel du socialisme est étroitement lié à la manière de concevoir les libertés modernes : liberté d'agir, d'être un sujet économique dans un monde plus ouvert et plus menaçant, de délibérer collectivement, de donner voix aux autonomies sociales et de contribuer à définir les normes et règles qui encadrent leur exercice.

Les grandes questions de la philosophie politique peuvent être abordées aujourd'hui à partir de la réflexion sur les libertés et leur mode de coexistence. Comment régler les communautés humaines ? Quelle est la place de la transcendance dans l'ordre politique : les hommes peuvent-ils s'autogouverner ou ont-ils besoin d'un lieu d'autorité en surplomb ? Comment pacifier les relations humaines ? Comment remédier au mal que les hommes se font les uns aux autres,

animés qu'ils sont par les passions fondamentales de la vie sociale : la fierté et le besoin d'affirmation de soi, la rivalité et l'envie ?

Ces questions sont au fondement de la réflexion sur l'ordre politique. Elles se situent de manière évidente au principe même de la tradition libérale, qui fut la seule tradition politique de l'époque moderne qui les ait posées de manière frontale. Le libéralisme s'est développé dans la reconnaissance de l'existence du mal, du sens du tragique et du conflit. Comme le dit Daniel Cohn-Bendit, l'homme n'est ni bon ni mauvais, et la force du libéralisme vient du fait qu'il part de ce constat. La question est donc de savoir comment les institutions politiques peuvent protéger l'homme de sa propre folie, amplifiée lorsque les sujets sont des groupes. La question du mal est à l'origine de la pensée libérale ; la réponse à cette question, c'est le libéralisme lui-même. Elle dépend d'une morale, d'une éthique de la responsabilité de chacun, qui ne passe pas par des lois, mais par une prise de conscience active du rôle de chacun dans la société.

Il serait présomptueux et naïf, de la part du socialisme français qui prétend incarner une véritable orientation intellectuelle, d'ignorer ces questions et de considérer qu'y consacrer du temps pour y réfléchir est sans intérêt. La capacité du socialisme à convaincre un électorat est étroitement liée à sa capacité à se renouveler. Or le renouvellement n'est à ce stade accessible qu'à condition de tempérer son orientation intellectuelle majeure, qui est l'optimisme progressiste et dénonciateur et de lui intégrer une autre dimension, fondamentale, de la pensée politique. Celle-ci est liée à la finitude, à l'incertitude, au conflit, au caractère souvent tragique des choix devant lesquels les hommes se trouvent. Le socialisme s'est souvent présenté comme une démiurgie, une recreation, de la société. Il a rarement accordé toute l'attention requise aux maux et imperfections des sociétés humaines. Les mouvements intellectuels sont riches d'influences réciproques et de reformulations. Le socialisme n'est évidemment pas par nature condamné à

l'optimisme et à une rhétorique accusatrice. Il peut trouver aujourd'hui une profondeur nouvelle. L'acceptation de l'inquiétude, de la pluralité, de la nécessité de mettre à l'épreuve les meilleures idées et de les expérimenter est la condition intellectuelle majeure de son renouvellement. La meilleure voie pour cela est de s'approprier des idées libérales qui portent en elles la conscience de la finitude, l'évidence des conflits et une véritable politique de l'incertitude.

Les idées libérales dont je traite dans mon livre, *Les Règles de la liberté*, ne font pas une dogmatique. Ce sont, pour l'essentiel le pragmatisme, le refus de l'utopie, la défense de la personne, le souci de l'autonomie de la société, l'État de droit, la reconnaissance de la société de l'échange. Elles sont étroitement liées à la définition des libertés modernes. Elles sont surtout plus que jamais nécessaires dans un monde de marché planétarisé, de culture de masse et de civilisation technicienne où la voix de l'individu, l'aspiration à la liberté et l'autonomie des groupes sont écrasées par les conformismes et les positions de domination. Nous entrons dans une époque qui verra se développer des formes d'aliénation ou de dépossession jamais vues, et que les personnes n'auront même plus la lucidité de ressentir comme une perte de liberté. S'il est une vocation politique générale, à gauche comme à droite, aujourd'hui, c'est bien de concevoir les moyens politiques, économiques et sociaux qui laisseront à tous, surtout aux plus faibles ou aux plus pauvres, des ressources pour agir dans ce monde nouveau et pour résister, individuellement et collectivement, aux asservissements qu'il induit.

L'injonction que j'ai essayé d'adresser au socialisme est que les idées libérales doivent être pleinement assumées et portées par un projet d'émancipation que, dans la modernité, seul le socialisme a incarné. A la question : comment penser aujourd'hui la défense des libertés ? Ma réponse est : en rattachant les idées libérales aux idées sociales. C'est dans le programme d'émancipation du socialisme que les idées libérales peuvent trouver une force nouvelle. Parallèlement, en se réclamant des idées libérales, le socialisme

reviendra à son inspiration initiale d'être une philosophie de la liberté.

Carlo Rosselli, socialiste antifasciste italien, assassiné par des envoyés de Mussolini en 1937, disait : « Le socialisme, c'est quand la liberté arrive dans la vie des gens les plus pauvres ». Recommander un avenir libéral au socialisme, c'est vouloir donner un sens individuellement ressenti par tous, surtout par les plus démunis, à la notion d'émancipation. C'est vouloir que chacun retrouve capacité d'agir et maîtrise de son existence.

L'orientation libérale au sein du socialisme n'est pas une nécessité malheureuse, une compromission, encore moins le sacrifice de la pureté socialiste sur l'autel des contraintes économiques. Cette orientation doit bien plutôt être assumée, revendiquée, car elle correspond à une interprétation du socialisme manifeste dès son origine. Le socialisme des libertés incarne une des traditions les plus intellectuellement fécondes du socialisme. Il s'est élevé contre toutes les formes de socialisme autoritaire, planificateur, étatisé. Il est resté proche du mouvement ouvrier et des initiatives sociales qui lui étaient propres (coopératives, associations, groupements contractuels). Chez la plupart des socialistes qui l'ont défendu, le plaidoyer en faveur du droit, du pluralisme et de l'autonomie sociale s'accompagnait de la volonté d'approfondir l'expérience démocratique, de fortifier la participation à la vie politique et de donner concrètement à chacun les moyens de s'affranchir des relations de domination.

Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les idées libérales ont frayé une voie dans le socialisme. N'oublions pas que c'est grâce à l'assimilation d'idées libérales que le socialisme français est progressivement devenu un mouvement politique démocratique et en phase avec le monde moderne. Ces idées sont parvenues à féconder le socialisme à rebours de sa propre orthodoxie, en l'amenant à défendre, parfois avec réticence mais de manière aujourd'hui una-

nime, la valeur de l'individu, l'autonomie sociale, le rôle juridique impartial de l'État et la part irréductible de l'initiative économique.

La réflexion sur les libertés modernes et les idées libérales n'est pas simplement une option pour les partis politiques contemporains. Il ne me semble pas qu'un parti puisse ou non choisir de les aborder. Elles sont entrées de plein droit désormais dans la réflexion intellectuelle des partis politiques. Plus que cela. Les idées libérales associées aux idées sociales sont aujourd'hui une offre politique majeure. Ces idées sont à prendre. Le parti qui les assumera incarnera pour un temps le renouvellement politique. L'histoire nous dira si cette conciliation entre libéralisme et socialisme se sera produite à gauche, au centre, voire au centre droit. Si le socialisme politique ne montre pas la résolution intellectuelle de s'en emparer, au rebours de tout ce qui constitue son bagage politique, la conséquence sera double. Un autre parti le fera à sa place, qui sera porteur de toute la force de renouvellement politique à laquelle beaucoup aspirent aujourd'hui. Le rôle émancipateur du socialisme, de ce mouvement politique qui fut à l'époque moderne le seul parti porteur d'un projet d'amélioration de la vie commune, sera définitivement révolu.

#### Est-ce bien encore du socialisme ?

J'entends déjà les ricanements. Mais cela, ce n'est pas du socialisme, c'est du socialisme en peau de lapin comme on m'a dit plusieurs fois, sans que je comprenne clairement en quoi cette comparaison du socialisme avec Easter Bunny pouvait disqualifier ces idées.

Je ne vais pas me battre sur les mots. Si les idées que je défends ne sont pas reçues dans le monde socialiste, si l'on finit par me convaincre qu'elles ne peuvent pas être socialistes, je penserai que dans ce cas je ne peux pas être socialiste. Et si j'osais, je pourrais ajouter que c'est tant pis pour le socialisme. Car ces idées me semblent être la source majeure d'action politique à l'avenir. Daniel

Cohn-Bendit dit clairement qu'il n'est pas socialiste, qu'il se rattache à l'écologie politique. En effet, le socialisme est, selon lui, marqué de manière indélébile par une conception progressiste et productiviste des activités humaines. Il regrette que les idées que j'avance, et auxquelles il me semble souscrire pour l'essentiel, ne soient proposées que dans une perspective de renouvellement du socialisme, alors qu'elles vont bien au-delà, selon lui. Peut-être a-t-il raison. Peut-être y a-t-il, au rebours de ce que j'ai essayé de montrer, une incompatibilité fondamentale entre le socialisme et les idées libérales. Ou peut-être, plus simplement, le socialisme français d'aujourd'hui n'éprouve-t-il aucun intérêt à leur endroit. A un moment donné, sans doute assez proche, l'histoire tranchera. Si l'évolution ultérieure du parti socialiste ne s'enrichit pas de ces idées libérales, il faudra en conclure *ex eventu* qu'elles ne pouvaient pas en effet être appropriées au socialisme.

Pourtant, il me semble avoir des raisons de penser que le socialisme est en mesure de se réappropriier des idées libérales. Je sais bien que je vais ainsi à rebours de la doctrine socialiste. Car des faits évidents plaident en faveur d'une opposition nette entre socialisme et idées libérales.

Dès sa naissance, le socialisme se présente comme une protestation contre le libéralisme. Le socialisme est né d'un intense sentiment de désordre social. Saint-Simon, Fourier, Proudhon tournent en dérision l'optimisme libéral selon lequel la liberté totale des échanges, du travail et des contrats finira par produire l'abondance, condition optimale pour la réalisation du meilleur état social. Tous trois mettent en cause la philosophie économique attachée à la révolution des droits de l'homme. La critique socialiste s'en prend aussi au chaos économique créé par l'industrialisation. La multiplicité non coordonnée des initiatives économiques a dressé les groupes les uns contre les autres. On parle alors communément de « désordre libéral », « d'anarchie industrielle » ou de « dés-association ». Les premiers penseurs socialistes avaient pour ambition

de recréer une société de cohésion, d'esprit commun, au moyen de réformes concrètes. Le remède qu'ils recommandaient était d'insérer l'initiative individuelle, surtout économique, dans des cadres collectifs, de la « socialiser » au sens strict et de traduire éventuellement cette socialisation dans une organisation de l'ensemble de la société.

Mais au-delà de cette opposition fondamentale, entre libéralisme et socialisme on peut plaider aussi pour une forme de co-appartenance mutuelle de ces deux mouvements politiques, implicitement présente dès leur origine, au niveau du noyau doctrinal comme au niveau de l'histoire.

D'abord, au niveau des concepts, l'interprétation libérale est une façon de donner sens aux ambitions socialistes. En effet, lorsqu'on revient aux idées fondatrices du socialisme, que trouve-t-on ? On trouve l'idée que la dimension sociale est fondamentale, l'idée d'une émancipation commune de l'individu et de la société, et d'un certain volontarisme politique. Ces trois idées ne sont pas près de devenir obsolètes et elles doivent être reprises en fonction des conditions sociales et économiques d'aujourd'hui.

En revanche, il y a des aspects du programme socialiste qui ont été abandonnés – l'idée que la société peut être organisée, en particulier par l'État, que la société peut être conduite à un avenir radieux, que l'individu doit être socialisé –, ou qui n'ont subsisté que sous leur interprétation libérale : non pas organisation, mais « communication généralisée » du social ; non pas téléologie, mais réflexivité consciente de soi, non pas un individu disparu dans le social, mais constitué en lui. L'idée de nationalisations, l'idée d'une prise en main de l'économie par l'État ne figure pas non plus dans l'inspiration première du socialisme. Ce sont des idées qui ont servi d'expression à ses objectifs pendant un certain temps mais qui ne sont plus d'actualité. Il en est de même avec la conception d'une redistribution aménagée en surplomb de la société.

On voit que, derrière cette analyse, apparaît un engagement intellectuel fondamental. Les idées politiques comportent le plus souvent un programme d'approfondissement. C'est au terme d'une évolution doctrinale que ce qu'il y a de plus fondamental dans l'engagement intellectuel peut apparaître. Certains contesteront cette idée, affirmant que les mouvements politiques sont donnés avec une explicitation suffisante et que l'histoire ultérieure ne peut rien apporter qui ne soit compromis, accommodations ou adultérations. La thèse que je voudrais défendre est différente. Les grandes idées politiques peuvent être placées dans des contextes pertinents qui révèlent peu à peu ce qu'il y a de plus essentiel dans leur orientation.

J'ai voulu aussi fonder la proximité entre socialisme et libéralisme sur des raisons historiques que je rappellerai brièvement.

J'ai essayé de montrer – en m'appuyant surtout sur les textes de réflexion issus de la tradition socialiste – qu'il existe dès les débuts du socialisme une orientation libérale et individualiste. C'est parmi les penseurs socialistes français qu'on voit exprimée avec force, dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et pour la première fois chez Proudhon, l'exigence d'une compréhension libérale du socialisme. Dès les années 1860, l'idée générale d'un socialisme libéral est déjà assez réfléchie pour qu'on puisse y reconnaître des traits caractéristiques et constants. Une interprétation libérale du socialisme défend l'indépendance au moins partielle des activités sociales et économiques par rapport à l'État, l'autonomie de la société civile, une conception riche de l'individualité et de la liberté, l'idée de responsabilité sociale, la nécessité de la démocratie et d'institutions juridiques fortes ainsi que le pluralisme social et politique. Dès sa première formulation, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, elle s'oppose nettement à l'interprétation « communautaire » (ou collectiviste) du socialisme, laquelle appelle à la socialisation de la propriété et à l'organisation collective de la production. Elle s'oppose non moins fortement au socialisme d'État, lequel considère que la réforme politique conditionne la réforme sociale et que le pro-

cessus d'émancipation sociale est largement dépendant des initiatives étatiques.

Les idées libérales se sont ouvertement manifestées dans le socialisme européen à la fin des années 20. L'ouvrage emblématique de ce mouvement, ouvrage dont le titre, *Le Socialisme libéral*, vaut comme un manifeste, fut publié à Paris, en 1930, par Carlo Rosselli, réfugié antifasciste italien en France. Les influences qui s'unirent pour donner corps au courant socialiste libéral sont révélatrices à la fois de la crise du socialisme européen entre 1925 et 1935 et de la nécessité d'inventer des voies nouvelles pour le socialisme. Ce courant européen du début des années 30 est illustré par les noms de Carlo Rosselli, Henri de Man, Franz Oppenheimer et André Philip.

Chez tous ces auteurs, on trouve exprimée la volonté d'allier le socialisme à la défense de la liberté et de montrer concrètement ce à quoi pourrait correspondre, dans un cadre socialiste, la définition libérale de l'émancipation de l'individu et de la société. La tradition socialiste libérale française possède donc une véritable réalité de problèmes et de pensées. Elle ne consiste pas en la simple possibilité théorique de concilier libéralisme et socialisme, mais renvoie à une constellation d'idées vigoureusement défendues dans de nombreux textes d'analyses et de propositions. Même si cette orientation libérale est restée minoritaire, elle a toujours persisté à l'arrière-fond du socialisme. A l'occasion de crises ou de remises en cause, elle s'est parfois manifestée avec force. Surtout, elle demeure plus que jamais une orientation vivante et féconde pour le socialisme d'aujourd'hui.

Il est vrai que dans cette enquête historique, je me suis intéressée surtout au socialisme des œuvres de réflexion, et non au socialisme des motions du parti. Mais je plaiderai pour la légitimité de cette façon de faire. En effet, lorsqu'on se tourne vers ce qu'a été l'histoire du socialisme au cours des deux derniers siècles,

ce qui semble en rester, ce ne sont pas les prises de position politiques sur telle ou telle question, mais c'est surtout une attitude intellectuelle et morale et un stock de réflexions.

Par ailleurs, il vaut la peine de s'arrêter un moment sur ce que j'ai appelé « les victoires socialistes des idées libérales ». Si le défi est de présenter ce qui dans le socialisme a résisté à l'épreuve du temps et peut inspirer l'avenir, les courants libéraux du socialisme n'ont guère de mal à le relever. A l'occasion des débats menés sur le sens de la réforme et de la participation politiques, sur le rôle de l'État dans l'économie, sur le rapport au monde social et le choix de nouveaux modes d'action imposés par l'évolution de l'économie moderne, ils ont anticipé les évolutions du socialisme. La justesse des propositions qu'ils ont avancées sur chacun de ces points a été ultérieurement reconnue. Ils ont plaidé sans relâche pour la démocratie, le respect de l'individualité, l'indépendance des syndicats, les initiatives sociales, le marché même, à des époques où ces idées étaient loin de faire le consensus au sein du socialisme français. C'est aux idées libérales qu'ils ont défendues (individualité, liberté, société civile, vie démocratique, ouverture économique, biens publics) que le socialisme doit d'avoir survécu comme mouvement politique plausible pour le monde contemporain. Certes, dans l'idéologie et la doctrine, les libéraux ont souvent connu des défaites répétées. Mais n'oublions pas que ces défaites ont toujours été compensées par des victoires, différées et définitives, dans l'histoire.

Si cette double démonstration, conceptuelle et historique, consacrée à exposer les liens étroits entre socialisme et libéralisme ne suffit pas pour faire argument. Si en dépit de la continuité historique et conceptuelle, il n'y a pas de raisons de penser que ce courant de pensée au sein du socialisme, courant identifié par ses thèses et sa permanence historique, n'a pas d'avenir au sein du socialisme, il trouvera son avenir sous un autre nom.

Je remarque simplement que si le parti socialiste revenait au

pouvoir de façon durable, ce sont des idées de ce type qu'il adopterait, renouant ainsi avec cette réticence du socialisme français à paraître ce qu'il est, pour reprendre le mot de Bernstein. Mais le socialisme français n'a plus devant lui la possibilité d'une rénovation lente, dans l'implicite et le non dit, dissimulée sous une radicalité de surface. Précisément parce qu'il n'a plus de base sociologique stable, il doit dire clairement ce qu'il est.

## II. Mes réponses

Alain Bergounioux reconnaît que le socialisme et le libéralisme entretiennent de nombreux engagements communs. Il n'existe plus entre ces deux mouvements de séparation tranchée.

### Adultération du socialisme ou explicitation d'une orientation fondamentale ?

La question toutefois est de savoir si au cours de l'évolution qui les a fait se rapprocher l'un de l'autre, socialisme et libéralisme ont perdu leur identité première, ou si, à rebours, chacun de ces deux mouvements a retrouvé une orientation fondamentale. Il me semble qu'Alain Bergounioux est plutôt favorable à la première thèse, tandis que je me range résolument du côté de la seconde.

Dans une histoire stylisée du socialisme, pour reprendre l'excellente formule d'Alain Bergounioux, mais dont l'épure peut servir à comprendre les logiques à l'œuvre, c'est en fait une interprétation plus dialectique, plus sartrienne, si je puis dire, de l'évolution du socialisme que je voudrais défendre. Le mouvement d'appropriation des idées libérales est le résultat d'une histoire, mais il est aussi fondamentalement ce qui permet cette histoire. L'orientation révélée au terme de l'évolution était d'une certaine façon déjà présente depuis le début. Aucune pensée socialiste n'aurait été historiquement viable sans une conception forte des droits de la personne et des autonomies sociales. Pareille nécessité concep-

tuelle a été progressivement explicitée dans l'histoire. L'œuvre de Proudhon, qui malgré son caractère touffu et parfois désordonné rassemble toutes ces orientations, atteste d'un point de vue historique qu'elles étaient disponibles dès l'origine du socialisme.

Le fait que les idées libérales aient été progressivement reconnues au cours de l'évolution du socialisme, le fait que le socialisme se soit progressivement défait de son programme de collectivisation, d'étatisation, a donné encore plus de force au noyau d'idées fondamentales qui font aujourd'hui le cœur de la réflexion socialiste. J'ai déjà indiqué que le socialisme n'a, selon moi, de véritable avenir que sous la condition d'une reformulation de son orientation intellectuelle. Pareille révision est une condition paradoxale de sa fidélité à des éléments présents tout au long de son histoire. Elle ne doit pas être pensée en rupture avec les inspirations premières du socialisme.

Au terme de plus d'un siècle et demi d'histoire, on peut dire que l'interprétation du socialisme qui s'est appropriée les causes libérales de la défense des libertés personnelles, du développement de l'individu, du respect de l'État de droit, de l'autonomie de la société et de l'économie de marché n'a pas adultéré ses orientations principales. Au contraire, elle a offert un terrain où les engagements majeurs de la pensée socialiste pouvaient se concrétiser.

Le même raisonnement pourrait être tenu au sujet du libéralisme. En se détachant du laissez-faire (qui a toujours été plus une option théorique, déjà critiquée par Adam Smith, qu'une véritable orientation du libéralisme), le libéralisme s'est concentré autour de ses orientations majeures. L'idée que l'approfondissement du libéralisme exige d'aborder la question de la distribution des libertés sous forme de libertés égales pour tous est une manière d'exprimer ce que le libéralisme doit être, ce que j'appelle dans mon livre le libéralisme normatif. Il est aussi plausible de considérer que c'est là une interprétation du libéralisme qui lui donne une

cohérence. Les idées libérales ne se limitent pas à défendre le marché. Elles chercheraient plutôt à faire du marché un facteur d'émancipation humaine. C'est pourquoi elles sont amenées à poser sans cesse la question de la domination, à s'interroger sur les moyens concrets capables de donner un sens plus riche à la liberté de chacun. J'ai évoqué longuement les liens qui existent entre la défense de la liberté et la reconnaissance de moyens d'agir nécessaires. J'ai abordé aussi la question des liens entre la liberté d'un individu et la répartition sociale des libertés. Ces deux points me paraissent attester du fait que l'évolution socialisante du libéralisme est aussi un approfondissement de ses ambitions intellectuelles.

### Le rôle de la démocratie

Alain Bergounioux pose une juste question. Quel est le moteur de ces évolutions : l'une qui conduit le socialisme à s'approprier peu à peu les idées libérales, l'autre qui amène le libéralisme à se socialiser ? La réponse, selon lui, tient à l'engagement démocratique. C'est cela qui a amené le libéralisme à accepter le suffrage universel et la loi de la majorité. C'est cela aussi qui a conduit le socialisme à concevoir un lieu d'élaboration des intérêts de tous qui ne se limite pas aux intérêts de classe. Un tel engagement démocratique a permis que la leçon des expériences historiques, dont le socialisme a fait son profit, comme le rappelle très justement Alain Bergounioux, a pu être tirée : participation à des gouvernements nationaux pendant la Grande Guerre, réaction à la révolution bolchevique, nécessité de trouver un compromis entre les enjeux économiques et les finalités sociales, adoption puis critique des nationalisations.

Cette observation est très pertinente. Mais je voudrais y apporter deux compléments.

D'abord, la reconnaissance de la nécessité de la démocratie n'intervient pas seulement au cours de l'évolution du socialisme. Il existe un courant du socialisme pour lequel elle est là dès le

départ. Il est vrai qu'on peut trouver maints témoignages dans les documents officiels de la SFIO du faible engagement de ce parti en faveur de la démocratie. La partie historique de mon ouvrage cite de nombreux textes à l'appui de ce fait. Mais il n'en reste pas moins que bien avant le tournant du siècle, plusieurs penseurs socialistes qui, pour n'être pas tous des voix officielles du socialisme n'en sont pas moins des socialistes, ont compris très tôt le lien consubstantiel qui attache l'une à l'autre démocratie et socialisme. J'ai abondamment cité les textes d'Alexandre Millerand, Jaurès, Kautsky, Bernstein, et, plus tard, Albert Thomas et de Man dans son ouvrage *Au-delà du marxisme*. Pour ces auteurs, la question de l'engagement démocratique est réglée dès le principe, bien avant que le parti officiel des socialistes ne reconnaisse le caractère principal de l'engagement démocratique. Et je ne vois pas quel argument permettrait de dire que ces idées des socialistes, exprimées dans de nombreux textes, est moins l'expression du socialisme que la ligne officielle de la SFIO.

De plus, la conscience de la nécessité de la démocratie présente dès le début du socialisme me semble attester l'existence d'une influence libérale sur le socialisme. Le socialisme démocratique très tôt revendiqué dans certains courants socialistes, était aussi une manière de répondre à la question que se posaient au même moment plusieurs libéraux : comment organiser le fonctionnement égal et souverain des libertés ? L'acceptation de la démocratie représentative, pluraliste, où l'intérêt général peut s'exprimer suppose déjà l'influence d'une manière « libérale » de poser la question de la démocratie et d'en formuler l'idéal. Il s'agit en effet d'une conception de la démocratie représentative, par opposition à la démocratie directe, qui prend toute la mesure de la conflictualité des intérêts. Il en est de même pour ce qui a trait à l'engagement démocratique lié à l'interaction des groupes sociaux. La démocratie dont il est question ici est la démocratie dans son acception libérale, une démocratie de représentation et de médiation, une démocratie des contre-pouvoirs et de l'autonomie sociale. C'est elle qui a pro-

gressivement œuvré au devenir libéral du socialisme. Il est vrai, comme le dit Alain Bergounioux, qu'on ne peut savoir ce qui, dans cette évolution du socialisme, revient au libéralisme et à la social-démocratie, mais il me semble plausible d'affirmer que sur ce point l'influence exercée par la social-démocratie est déjà largement imprégnée d'idées libérales.

---

### Idées libérales modérées, idées libérales dogmatiques

---

Pour aborder la question de l'influence des idées libérales sur le socialisme, il faut se débarrasser d'une illusion rétrospective. Il est incontestable qu'une fois que le socialisme a incorporé tout ce que le libéralisme peut lui apporter (sous la forme d'un libéralisme tempéré et social), il continue à se distinguer de tous les aspects dogmatiques et excessifs du libéralisme qu'il n'est pas parvenu à intégrer. Il est assurément exact alors de dire que sur bien des points, le socialisme libéral se distingue du libéralisme, mais à condition de n'entendre sous l'acception de libéralisme que ce qui reste, une fois ôté tout ce que le socialisme aura pu s'approprier – c'est-à-dire l'essentiel du libéralisme.

Nous arrivons à la question de fond. Quelle est la nature de ce libéralisme qui a durablement influencé le socialisme ? J'ai rappelé plus haut quelles sont les idées libérales qui ont frayé leur chemin dans le socialisme. Ce sont le refus de l'utopie, le souci de la liberté personnelle, le pluralisme des intérêts et des opinions, la valeur des règles et des procédures. Dans l'étude historique que j'ai faite du cheminement des études libérales au sein du socialisme, j'ai longuement étudié les thématiques où me paraissait transparaître cette influence libérale. Ce sont l'opposition au marxisme, le refus d'un déterminisme historique et la mise en relief de l'action humaine, la défense du réformisme et la volonté de démocratie, le désir de développer les autonomies sociales, et le souci d'une certaine indépendance de l'économie, en tout cas le refus d'une intervention de l'État trop poussée, le soutien des initiatives

de la société civile et la défense du marché et de la propriété ; c'est aussi la revendication morale.

On pourra considérer que la démonstration n'est pas vraiment probante parce que ces idées libérales sont tellement modérées qu'on ne peut pas faire autrement que les accepter. Pour démontrer ma thèse, j'aurais dû retenir des idées relevant de la filière intransigeante et dogmatique du libéralisme. Cette objection ne me paraît guère décisive. Le libéralisme est par nature modéré et indéterminé. Les idées dont j'ai choisi d'analyser le cheminement à gauche appartiennent autant à son essence, et même lui appartiennent davantage, selon moi, que les idées qui font aujourd'hui le fonds de commerce de l'ultralibéralisme.

De plus, j'ai voulu mettre en relief des filiations intellectuelles et des influences. Je n'ai pas eu l'ambition de retracer de manière déductive et exhaustive le parcours de ces idées. Alain Bergounioux remarque fort justement que l'anarchisme de Proudhon ne peut être assimilé d'emblée à l'individualisme libéral, comme en témoigne l'orientation anti-libérale du syndicalisme révolutionnaire qui se réclamait de lui. C'est vrai, mais on ne peut nier non plus, dans l'effervescence d'idées qui constitue le proudhonisme, que le socialisme de Proudhon est, sans oxymore, individualiste, et tous les mouvements qu'il a influencés ne disent pas tous au même titre la vérité du proudhonisme.

Certes, et sur ce point Alain Bergounioux a raison, les idées de plan n'ont rien de libéral, à première vue. Mais par la mention des réflexions autour du plan, j'ai voulu tout de même fortement souligner qu'en reconnaissant la part de l'économie privée, les planistes ont incontestablement ouvert une brèche libérale. Leur idée d'organisation sociale était clairement à l'opposé du libéralisme, mais ils reconnaissaient aussi la nécessité de secteurs économiques qui doivent fonctionner de manière complètement autonome. Par là, ils se distinguaient fortement des planistes étatistes, comme

Marcel Déat, lesquels plaidaient pour une puissance publique, facteur principal d'action économique, mais ils se distinguaient aussi des socialistes orthodoxes.

Enfin, je conviens aisément du fait qu'on peut en appeler à la réforme sans être libéral. Mais c'est précisément en prévoyant cette objection que j'ai essayé de montrer que l'acceptation du réformisme au sein du socialisme se rattache à une compréhension libérale de la réforme plutôt qu'à une conception liée à des formes d'ingénierie sociale ou de promotion collective. Les textes que je cite dans la partie historique des *Règles de la liberté* me paraissent plaider en ce sens.

Je mettrai un terme à ces remarques en évoquant la question de la morale. La vision morale qui s'impose progressivement dans le socialisme est la même que celle qui marque les mouvements libéraux. Le socialisme éthique s'abreuve aux mêmes sources que le libéralisme : le refus d'une vision déterministe de l'histoire, l'insistance mise à rappeler le rôle des actions humaines, une théorie personnelle de la responsabilité, l'exaltation de la personnalité humaine. Il est vrai que moralité ne signifie pas liberté, mais on ne saurait nier non plus les liens très étroits qui persistent entre ces deux valeurs.

Je comprends bien les insatisfactions qui persistent au terme de ce que j'ai voulu présenter comme une démonstration historique. Celle-ci n'a sans doute pas la nécessité des preuves scientifiques. Mais il me semble que les arguments que j'apporte trouvent toute leur pertinence si on les met en opposition avec une autre réalité du socialisme, une réalité dominante, qui a longtemps été le visage officiel du socialisme français, largement détachée du socialisme des intellectuels et des ouvriers, et qui, elle, est clairement anti-libérale. Un socialisme qui refuse le libre déploiement des individus, méfiant à l'égard des autonomies sociales et des manifestations de la liberté humaine. Quand les idées libérales au sein du socia-

lisme commencent à apparaître à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, autour de Renouvier, Hobhouse, et lorsque le socialisme libéral se constitue comme une mouvance européenne dans les années 30 avec Carlo Rosselli et Franz Oppenheimer, lorsque le grand mouvement de rénovation du socialisme apparaît dans les années 60 avec la deuxième gauche, c'est bien contre cette forme de socialisme que ces tendances libérales du socialisme s'élèvent avec constance. On pourrait ajouter que c'est au fond depuis peu de temps que les liens, liens de co-appartenance, entre orientation socialiste et orientation libérale, progressivement explicités, sont arrivés à la conscience des socialistes.

### Libéralisme économique et ultra libéralisme

Parmi toutes les remarques pertinentes que présente l'analyse d'Alain Bergounioux, je voudrais retenir deux points. Le premier a trait aux liens entre libéralisme et ultra libéralisme.

Que penser de la remarque selon laquelle la réalité du libéralisme aujourd'hui, c'est la nouvelle donne économique de l'ultra-libéralisme ? Dans ces conditions, se dire libéral pour le socialiste est une impossibilité.

Il est évident que le capitalisme rhénan a reculé, et que le modèle anglo-saxon du capitalisme tend à se répandre. La transformation du capitalisme contemporain en capitalisme financier et patrimonial rend moins efficaces ou appropriés les modes de régulation ou de contrôle progressivement mis en place avec les formes antérieures du capitalisme. L'économie mondiale a connu au cours des quinze dernières années des développements économiques importants et rapides. Le nomadisme et la mobilité sont à présent les conditions quasi transcendantes du capitalisme développé. En raison de la rapidité des évolutions technologiques, le capital se dévalorise de plus en plus vite, et la nécessité de s'adapter, qui impose fusions et acquisitions, est de plus en plus impérieuse.

La question est de savoir sous quelle forme imaginer une évolution du capitalisme qui respecte les principes du libéralisme normatif pour lequel j'ai plaidé : à la fois liberté de l'initiative économique et de l'échange, et règles communes assurant à la fois le maintien dans les meilleures conditions de ces libertés et un développement optimal pour tous ? Répondre à cette question permettra de savoir ce qu'il en est du volontarisme aujourd'hui. Le volontarisme a plusieurs conditions. Les unes ont intellectuelles, comme l'exactitude de la description et la compréhension exacte de ce qu'on peut faire. Les autres sont morales : ne pas se camper dans une position absolutiste de refus de la réalité, et voir s'il y a une possibilité d'utiliser les conditions nouvelles pour des finalités souhaitables. La forme optimale du volontarisme en matière sociale aujourd'hui me paraît être d'essayer de se servir de ces nouvelles données comme d'un levier pour multiplier les opportunités d'action des personnes et les garanties qui sont les leurs. Le pari est de se servir à cette fin du libéralisme économique.

Revenir à l'esprit du libéralisme économique n'est pas après tout sans pertinence pour émettre quelques vœux pour le capitalisme à venir. Le libéralisme économique ne consiste pas dans la conception du « laissez-faire, laissez-passer » chère aux économistes libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'y a rien d'évident non plus à identifier le libéralisme économique aux formes contemporaines de néo-libéralisme économique. Le néo-libéralisme se nourrit d'une représentation idéalisée du capitalisme conçu comme un système homéostatique, capable de se réguler lui-même. Il est fortement marqué par la conviction, qu'on trouve admirablement formulée dans la pensée de Friedrich Hayek, selon laquelle l'ordre du marché, comme système d'intérêts médiatisés, porte en lui-même le principe régulateur des contradictions du capitalisme. Cette conception justifie le laissez-faire économique dont l'objectif est la valorisation mondiale du capital (à l'aide de libéralisations et de privatisations systématiques). Elle est en phase avec le développement d'une partie de la science économique comme théorie des choix humains et

de l'individu rationnel. Même si le libéralisme s'appuie sur des thèses anthropologiques auxquelles souscrivent également les ultralibéraux (centrées sur l'intérêt, la responsabilité et le travail), il se distingue du credo néo-libéral sur la question des régulations.

La mise en œuvre de règles est nécessaire au maintien de l'activité économique ; *a fortiori*, elle est plus que jamais requise pour encadrer le pouvoir autonome acquis aujourd'hui par la finance. Le trait décisif du libéralisme normatif, ce n'est pas le laissez-faire ou la licence, c'est la définition collective d'un exercice des libertés qui assure leur sauvegarde à long terme, ainsi qu'une répartition équitable des moyens d'action et le maintien de l'activité d'échange. De manière générale, on reconnaît aujourd'hui que pour remédier aux « défaillances du marché », une forme d'intervention est requise – afin de briser les monopoles, de contrôler les « effets externes » négatifs et positifs qui se produisent mais ne sont pas pris en compte par le marché, comme, par exemple, les émissions polluantes d'une entreprise. Reconnaître la nécessité de règles qui formalisent les interventions sur les marchés de puissances « extérieures » au marché n'impose donc en aucune façon de cesser d'être libéral.

L'idée fondamentale du libéralisme est celle de régulation. Mais encore faut-il s'entendre sur ce que ce terme signifie. Je montre longuement dans ce livre comment la mise en œuvre de régulations, qui ne sont pas exclusivement immanentes, sont compatibles avec le libéralisme. En effet, que les règles soient immanentes n'exclut pas qu'elles soient en surplomb. Règles immanentes, cela ne veut pas dire règles rivées aux préférences ou aux bénéfices de coopération actuels. Après tout, dans une économie complexe, rien n'empêche que la fonction d'expression des règles soit déléguée à une forme d'extériorité. Il est vrai que les marchés ont du mal à se référer à autre chose qu'eux-mêmes et qu'ils sont marqués par la démesure, surtout aujourd'hui, alors que le pouvoir de la finance ne cesse de se renforcer. Il est vrai que les collectifs ont du mal à

se mettre en place s'ils émergent directement des agents. Il est vrai enfin que l'instabilité des intérêts compromet l'existence d'ordres ou de règles privés. Mais une forme d'émergence des règles, à partir des intérêts et des activités, est possible qui n'exclut pas une extériorité. On parlera alors d'émergence « médiatisée » sous forme de règles impersonnelles, détachées des préférences et des situations actuelles. Le modèle du tribunal ou du juge est à cet égard instructif. Le tribunal est en surplomb, et d'une certaine façon extérieur, mais les règles de droit émanent des acteurs, viennent d'eux, codifient et anticipent leurs interactions.

Le libéralisme économique peut nous aider positivement pour concevoir ce qu'est la régulation, ce qu'est la gouvernance mise en place à partir de l'implication des différents acteurs, ce qu'est une véritable concurrence (à cet égard, il serait besoin de « plus » de libéralisme). Par rapport à cela, les tâches intellectuelles du socialisme sont d'élaborer des catégories d'analyse sociale plus différenciées et de réformer sa compréhension de la société. Définir les conditions d'un développement économique accru dans un cadre européen. Analyser le capitalisme financier international, infiniment créateur mais aussi cruel, instable et cupide. Le socialisme accepte le marché et la concurrence économique, mais il se définit par la volonté de mettre en place des régulations. D'où le besoin où il est de préciser, dans le plus grand détail, comment ces régulations respectent les initiatives économiques et la liberté des marchés tout en faisant droit, en amont même du processus de création de richesses, aux finalités sociales et à la diversité des intérêts impliqués.

Que le socialisme se donne pour objectif de penser les régulations n'a rien de banal. Il ne faut pas oublier en effet que l'idée de régulation (tout comme celle de gouvernance) appartient de plein droit à la tradition politique libérale. Celle-ci ne se contente pas de défendre les libertés, elle s'attache tout autant à régler leur coexistence. N'est-il pas remarquable de constater que les idées les

plus fécondes que le socialisme puisse aujourd'hui s'approprier pour faire valoir son identité, les idées de règles, d'équilibre et de normes, contribuent à rattacher intellectuellement ce mouvement politique à une forme d'orientation libérale régulatrice ? N'est-ce pas en s'assumant comme tel, quitte à revendiquer une expertise paradoxale en économie de marché, que le socialisme s'opposera le plus efficacement à l'ultralibéralisme ?

---

### La vision du socialisme et sa philosophie

---

Le second point qui me semble avoir trait à une divergence d'interprétation entre Alain Bergounioux et moi a trait au cadre intellectuel du socialisme. Le socialisme peut-il se laisser définir, comme le soutient Alain Bergounioux, par un idéal de souveraineté collective ? Personnellement, je ne le crois pas. Le socialisme est pour moi un idéal de diffusion des libertés, dans un cadre social, assurément, car le fondement même de la liberté est social. Je ne peux ici que reprendre la formule de Rosselli, déjà citée. Le socialisme, c'est quand la liberté arrive dans la vie des gens les plus pauvres. Les libertés de chacun sont le fondement, libertés d'emblée définies sous leur mode d'existence social, et dans un cadre de coexistence nécessaire. La marque fondamentale du socialisme, à mon sens, c'est la possibilité de donner à chacun la possibilité de reconnaître les marques de son action dans le devenir collectif, la capacité à être sujet de son existence. La citoyenneté est un élément constitutif de cette orientation. L'idéal de souveraineté collective est un élément important. Mais cet idéal ne peut qu'émerger des actions libres des individus. C'est la multiplicité et l'entrecroisement des actions autonomes des individus qui finissent par donner à cet idéal sa forme définitive et consciente de soi.

Il y a là, me semble-t-il, une opposition qui engage au sein même du socialisme démocratique un partage des interprétations. Le socialisme, selon moi, est immanent, par le bas, émergent. C'est pourquoi je continue à l'appeler libéral, à cause de cette orienta-

tion philosophique fondamentale. Dans mon livre, je détaille plusieurs arguments en faveur de ce modèle. Il est vrai que celui-ci s'oppose à une forme de socialisme traditionnel dont Daniel Cohn-Bendit dit justement qu'elle repose sur l'idée que la responsabilité collective ne peut être défendue que par l'État, parce que les individus n'en sont pas capables. Ce n'est évidemment pas cette conception que soutient Alain Bergounioux. Mais son socialisme se définit, me semble-t-il, plus en terme d'objectifs collectifs reconnus par les individus, tandis que le mien résulterait plutôt d'actions individuelles contraintes par le droit et orientées par la mise en œuvre des libertés égales. C'est une simple question de nuances. L'idée pour laquelle je plaiderai, c'est une conception qui organise la société de façon que l'individu puisse être responsable de sa propre vie. Pour des raisons qui engagent la philosophie de la société et la psychologie sociale, j'essaie de montrer dans mon livre que c'est là la forme la plus plausible.

Je suis en accord avec Daniel Cohn-Bendit qui rappelle que le projet libéral-libertaire est celui qui a trait à la place de l'individu et à son émancipation dans la société. Je suis aussi en accord avec lui lorsqu'il récuse toute filiation anti-libérale-libertaire. La question de l'autonomie de l'individu pose aussitôt celle de la formation et de l'éducation qu'il doit recevoir pour supporter le choc de la liberté. On ne saurait donc insister sur le rôle fondamental que jouent ici l'école, l'éducation, l'apprentissage collectif de sa propre liberté et de celles des autres, ainsi que les autonomies sociales, et toute une capillarité de groupes et d'associations, capables de se prendre en charge pour assurer eux-mêmes leur développement et leur sécurité. J'hésite à parler ici de communautés car on risquerait d'interpréter cette suggestion dans un sens ethnique. Je plaide pour la multiplication de ces processus de responsabilisations simultanées des individus et de la société dans un cadre qui peut être défini par l'État, grâce à une décentralisation assumée.

### Les tâches de la social-démocratie

Quelle tâche reste-t-il alors pour la social-démocratie ? Il est exact que la nouvelle contrainte imposée par la vulgate néo-libérale est à étudier très sérieusement. La question est de savoir si les outils de la social-démocratie sont pertinents. Mais de quelle social-démocratie s'agit-il ? Si le terme « social-démocratie » renvoie aux conditions historiques concrètes où cette forme politique est apparue, dans un décalage par rapport aux conquêtes démocratiques, avec une ambition de politiques générales, avec l'appui d'importantes forces sociales et la possibilité d'un compromis entre le travail et le capital, elle semble en effet incarner un idéal difficilement réalisable aujourd'hui.

En revanche, il y a une manière de comprendre la social-démocratie qui lui laisse encore toutes ses chances. A condition de reprendre littéralement le programme de la social-démocratie. Ce ne sont pas seulement les politiques de demande et les investissements de l'État, ou sa capacité à distribuer les biens fondamentaux et à réguler l'économie qui font l'essence de la social-démocratie. Alain Bergounioux reconnaît les changements qui ont frappé de plein fouet l'héritage social-démocrate : changements technologiques, évolution démographique, comportements sociaux, changement d'échelle de nombres de problèmes et individualisation, différenciation des situations.

Les personnes demandent que leur autonomie soit respectée. Or il n'y a pas d'autonomie s'il n'y a pas un vécu social sur lequel on puisse agir. Donner à tous des opportunités d'action, des moyens en formation permanente, des outils pour s'adapter aux réquisits du monde contemporain est un premier objectif. Mais encore faut-il un marché réellement ouvert où les personnes puissent exercer leur capacité d'agir et mettre en valeur leurs atouts. Pour cette raison, le socialisme ne peut être opposé à la liberté du marché ni à la concurrence économique, quand elle est régulée. Au contraire.

L'injustice sociale, ce n'est pas la disparité des conditions, c'est le caractère implacable de la transmission des inégalités, des parents aux enfants. C'est le sentiment d'un destin social, contre lequel on ne peut rien ni pour soi-même ni pour sa descendance. Un des objectifs les plus forts de la social-démocratie est de briser cette fatalité, grâce à l'accès au travail et à l'éducation, mais une éducation entendue au sens large, non seulement l'instruction, mais aussi l'octroi de moyens qui transforment celle-ci en une véritable formation de la personne. Cela suppose que soient prises en compte, et améliorées, les conditions concrètes dans lesquelles les enfants vivent ou étudient, et que leur soient dispensées des ressources pour pratiquer dans leur vie ce qu'ils apprennent à l'école, que ce soit, à titre d'exemple, par le don d'un ordinateur ou en leur offrant la possibilité d'étudier une langue vivante à l'étranger.

Enfin, notre démocratie a pris toute sa réalité concrète dans la solidarité, elle fut portée par la conviction qu'un ensemble de biens publics, garantie de survie et de dignité, doit être garanti. Ce qui signifie non seulement des biens accessibles à tous, mais accessibles de façon comparable. Il est à cet égard inadmissible que les biens publics que sont l'école, la justice, les transports, la santé, et la sécurité ne soient réellement dispensés qu'à des populations favorisées socialement et dans des quartiers privilégiés. En revanche, dans les quartiers pauvres, dans les régions déshéritées, l'école apprend peu, la justice se transforme en abattage, les malades n'ont aucune information sur ce que vaut le service médical où on les envoie ni la possibilité d'en choisir un autre, et l'irritation quotidienne que les habitants ressentent devant les incivilités et les atteintes à leurs biens est ignorée. Les transports sont rares et peu sûrs, et le sentiment dominant qu'éprouve l'utilisateur, surtout dans la périphérie des grandes villes, est celui d'être méprisé par les pouvoirs publics. Plutôt que d'en appeler à la redistribution, l'exigence de justice dans la société devrait s'exprimer d'abord par la volonté de garantir à chacun le meilleur usage des biens publics.

Ce programme n'est réalisable que dans une société d'ouverture et de liberté, dans une société libérale. Si l'on veut bien ne pas réduire le libéralisme à une caricature, la défense de la liberté, même économique, va toujours de pair avec la recherche des limites et des normes, avec la formulation de valeurs communes, qui rendent possible la jouissance de la liberté. Le libéralisme est toujours assorti de règles, non des règles qui restreignent, placent des carcans, sauvegardent les privilèges ou les positions acquises, mais des normes qui favorisent l'action, fortifient la prise de responsabilité, associent initiative et garantie contre les risques, remédient aux abus et aux monopoles.

Mais une telle définition de la social-démocratie suppose qu'un seuil qualitatif soit franchi aussi bien dans la définition des problèmes que dans la détermination des politiques. La détermination de l'intérêt général n'a jamais suffi à identifier le socialisme, car il a toujours été sur ce point en concurrence avec le libéralisme républicain. Seulement, se pose aujourd'hui la question de savoir de quelle façon l'accès de cet intérêt général et sa mise en œuvre peuvent pénétrer les conditions d'existence individuelles des personnes.

---

**Est-ce que tout cela,  
c'est du social-libéralisme ?**

---

J'en viens plus rapidement aux trois autres essais, riches de remarques passionnantes, mais dont j'ai eu l'impression qu'ils s'adressaient de manière beaucoup moins directe à ce que j'ai écrit dans mon livre.

Pour Laurent Baumel, la question du rapport entre socialisme et libéralisme doit être considérée par rapport au contexte français actuel. La question est donc de savoir ce qu'il en est aujourd'hui de l'offre social-libérale en France. Toutefois, il est impossible d'essayer de caractériser le social-libéralisme en s'exceptant de la réprobation attachée au libéralisme et au caractère problématique des liens entre libéralisme et socialisme.

J'avoue que suis gênée par cette façon de poser le problème. Elle est intéressante en soi, mais elle a peu de rapport avec ce que j'ai voulu montrer dans mon livre. Si j'ai tant insisté sur la définition des idées libérales et sur l'histoire de leur cheminement au sein du socialisme, c'est précisément parce qu'il me semblait que commencer par le social-libéralisme étouffait d'emblée tout l'intérêt de la question des rapports entre socialisme et libéralisme.

On sait que le terme « libéralisme » a progressivement servi d'euphémisme, à partir des années 70, en France, pour désigner le capitalisme. Aujourd'hui encore, quand on entend libéralisme, on comprend capitalisme. Cette substitution de termes fait à elle seule argument pour écarter le libéralisme. Le libéralisme ne serait rien d'autre que l'asservissement aux principes et aux pratiques du laissez-faire économique. Dans ce procès, le social libéralisme est le premier incriminé, puisqu'il semble consister en un formatage capitaliste du socialisme.

À la faveur de la politique économique du gouvernement Jospin, un courant du socialisme fut progressivement identifié et taxé de social libéral. On désigna comme socio-libéraux ceux qui voulaient se défaire en partie de la propriété d'Etat, ouvrir les monopoles publics à la concurrence, baisser les impôts et prendre les mesures qui favorisent l'initiative économique et la création des richesses, au nom d'une politique réaliste qui tienne compte de la mondialisation des échanges et des exigences de la communauté européenne. Après l'échec de la gauche au printemps 2002, le débat s'est enflé au point qu'on a accusé la « dérive social libérale » d'avoir été largement responsable de la défaite des socialistes. L'incrimination est d'autant plus passionnée qu'elle sert aussi de camouflage à un non dit du socialisme qui remonte à presque vingt ans. Au début des années 80, la politique socialiste s'est vue progressivement contrainte d'adhérer à l'économie de marché. Tant que cette adhésion se faisait subrepticement, sans déclaration, sans programme, elle ne posait pas trop de problèmes aux gardiens de

l'idéologie socialiste. Le tort des prétendus socio-libéraux, auxquels on reproche de trahir le socialisme, serait d'avoir assumé cette nouvelle orientation.

La formule « social-libéralisme » est surtout utilisée de façon critique. Elle veut stigmatiser une posture et elle sert à condamner. Elle n'exprime, semble-t-il, ni réflexion conceptuelle ni revendication historique sur le rôle des idées libérales dans le socialisme. Au mieux le social-libéralisme sert à désigner une attitude réaliste à l'égard des conditions actuelles de la vie économique. Au pire, il consiste à accepter et justifier ce qu'il ne peut pas empêcher. La possibilité d'associer socialisme et idées libérales semble donc avoir peu à gagner à se réclamer de ce qu'on appelle aujourd'hui le social-libéralisme. C'est une résolution maintes fois affirmée dans mon livre que de vouloir les distinguer. Le socialisme est déjà dans une mauvaise passe. Je comprends bien que cela n'arrangerait rien de lui accoler une étiquette qui est synonyme de désapprobation quasi systématique. Quant à l'attitude qui consisterait à éviter le terme, mais à reprendre l'orientation intellectuelle dans une pratique maîtrisée du double discours, elle pose plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Laurent Baumel définit deux questions majeures. Première question : existe-t-il une opposition entre une tendance libérale et une tendance non libérale au sein du parti socialiste ? Deuxième question : le parti socialiste libéral doit-il s'assumer sous ce nom de libéral ?

À la première question, Laurent Baumel répond en définissant « structurellement » la tendance libérale par l'acceptation de l'économie de marché. Je ne sais pas ce que « structurellement » veut dire. Si cela signifie que le social-libéralisme, étant libéral, accepte par définition l'économie de marché, le droit d'entreprendre, le droit de propriété et le réformisme, et donc rompt par « une rupture dans la rupture » avec le discours anticapitaliste du socialis-

me, je suis d'accord. Mais Laurent Baumel va plus loin. A ses yeux, toute la gauche a accepté l'économie de marché. Même les nostalgiques de la collectivisation ne préconisent plus une étatisation mais un développement du secteur coopératif et mutualiste. La différence pour lui entre les réformistes et les révolutionnaires sans révolution est psychologique. Les uns sont réalistes, prudents et acceptent ce qui est, les autres entretiennent la nostalgie d'un monde meilleur et déploient une rhétorique du volontarisme et de l'audace. J'apporterai une nuance toutefois à ce que Laurent Baumel considère comme évident. Je ne suis pas sûre que le parti socialiste ait accepté ces différents points, ni qu'il soit prêt à les penser jusqu'au bout. Il y a encore beaucoup à faire pour débarrasser la gauche de ce que l'auteur lui-même a appelé son « sur-moi marxiste ».

Il faut donc chercher ailleurs que dans l'économie de marché ce qui identifie le courant libéral du socialisme. Il me semble que pour Laurent Baumel, ce qui définit le social libéralisme, ce sont les orientations de la politique économique et sociale. Mais si je comprends bien la démonstration, dès qu'on regarde les choses de près, on a du mal à savoir avec certitude qui est social libéral. Les hommes politiques de gauche ont pratiqué des politiques différentes selon les époques. La gauche est passée de la macroéconomie libérale (monétarisme et franc fort) à une conception beaucoup plus interventionniste qui associe RMI, à 35 heures et emplois jeunes. Pour Laurent Baumel, les socialistes qui plaident pour l'ouverture du capital des entreprises privées, pour des baisses d'impôts favorisant les classes moyennes et pour des mesures destinées à favoriser les investissements économiques ne sont pas des « libéraux ». Ce sont juste des « réalistes » qui acceptent les contraintes sans aucun zèle et ne font que se plier aux réquisits de l'Union européenne.

Je me demande toutefois si cette manière de poser le problème contribue à l'éclairer. Il me semble qu'un homme politique socialiste défendant un programme tel celui que rappelle Laurent Baumel serait clairement un libéral. Il y a un peu de casuistique à pré-

tendre que lorsque des ministres socialistes prennent des mesures libérales, cela ne veut pas dire pour autant qu'ils adhèrent au libéralisme. Je vois mal comment on pourrait mettre en doute le fait que de telles mesures vont dans le sens d'une « libération des forces du marché ». Contrairement à ce que semble penser Laurent Baumel, on peut être libéral sans être un « volontariste libéral » (expression passablement contradictoire dans les termes quand on voudrait que le motto de l'ultralibéralisme fût le laissez-faire) ni pratiquer un « programme massif de privatisations, de déréglementation, et de défiscalisation ». Pour autant que je puisse en juger, les positions des Cercles Libéraux iraient dans le sens d'une ouverture des marchés et d'une disparition des contraintes qui pèsent sur l'activité économique, grâce à la substitution d'une concurrence aux monopoles, mais ils ne souscriraient sans doute pas à ce que Laurent Baumel appelle un programme « massif » de déréglementation. Dans la mesure où cette option ultralibérale n'existe pas et ne peut pas exister en France, le libéralisme réellement existant étant inévitablement républicain et social, les socialistes qui privatisent et font tout pour favoriser les investissements sont des libéraux, modérés certes, mais libéraux.

De façon plus générale, et sans que cela ait un rapport direct avec les objections de Laurent Baumel, il me semble que faire du libéralisme un repoussoir en l'assimilant à l'ultralibéralisme, est absurde, faux et dangereux. Absurde, parce que notre tradition du libéralisme n'est évidemment pas celle-là. Faux, parce que c'est ignorer que, par essence, le libéralisme abrite une multiplicité d'interprétations. Dangereux, parce que c'est laisser la cause libérale aux mains de ceux qui la caricaturent.

Laurent Baumel pose une question très pertinente. En quoi le fait que l'essence du libéralisme soit une forme de libéralisme social ou normatif oblige-t-il le socialisme à être libéral ?

Je répondrai que ce n'est pas par identité d'essence avec le libé-

ralisme que le socialisme devient de plus en plus libéral. C'est plutôt par contiguïté qu'il tend à se confondre avec lui. Le libéralisme éclairé, conforme à ce qu'il doit être, donne une place fondamentale à l'idée de l'égalité des libertés. Dans la mesure où la régulation et l'octroi de garanties fondamentales appartiennent à la tradition intellectuelle du libéralisme, il n'y a aucun problème, comme l'a montré Keynes (un véritable libéral), à ce que que les libéraux y recourent. Pour les libéraux, ces mesures ne sont pas des dogmes, mais des moyens.

Il est difficile de traiter des rapports entre socialisme et libéralisme sans références historiques. On peut considérer comme évident aujourd'hui que le socialisme est attaché à la défense des libertés individuelles, mais il faut être conscient du fait que ce n'a pas toujours été le cas. Bien sûr, des courants individualistes, libéraux et réformistes ont existé dans le socialisme, mais précisément ils défendaient des idées libérales et ils ont contribué à faire ce que le socialisme est devenu maintenant. De la même façon, parler de l'humanisme et de la base éthique du socialisme, c'est ignorer que ceux des socialistes qui ont mis en avant ces idées ont été longtemps considérés comme des marginaux. Les socialistes que j'ai appelé libéraux se sont battus pour imposer cette conception ouverte du socialisme. Il est donc un peu facile de prendre acte de l'évolution libérale du socialisme, et de dire ça, c'est le socialisme et cela n'a rien à voir avec le libéralisme. Même aujourd'hui, je n'ai pas l'impression que les socialistes soient plus favorables que les libéraux à la gratuité, au don ou au bénévolat.

Plus fondamentalement, le libéralisme et l'influence libérale au sein du socialisme ne se définissent pas seulement par les thèses économiques. Loin de là. Les thèses économiques jouent un rôle certain. Mais un rôle consécutif, en quelque sorte, par rapport aux engagements fondamentaux que sont ceux en faveur de la liberté individuelle et de l'autonomie sociale. Une interprétation libérale du socialisme veut reconnaître d'un même mouvement la valeur

du marché et la nécessité d'associer garanties et solidarités à la liberté économique. Elle veut lier étroitement les ambitions politiques et sociales du socialisme au respect des libertés économiques. Par contraste, le social-libéralisme, tel qu'on le présente aujourd'hui, semble ne retenir du libéralisme que ses principes économiques. Il se résumerait à une accommodation, tardivement reconnue, des principes du socialisme à l'économie de marché. Cette accommodation peut couvrir un large spectre. Elle va du souci sincère de faire droit simultanément aux avancées sociales et aux libertés économiques jusqu'à la tentation de considérer que les réalisations sociales sont soumises aux exigences des marchés et doivent surtout permettre d'en accroître l'efficacité.

Face à la multiplicité de ces aspects, c'est un peu du jésuitisme de dire : face à l'alternative – réduction de l'écart des revenus, ou égalité des opportunités et moyens d'action – un vrai socialiste poursuivra les deux. Car on ne peut ignorer que la manière dont on poursuit l'un de ces objectifs change la nature même du second. Le pari libéral à gauche serait de soutenir que la promotion véritable d'une égalité des opportunités est le meilleur moyen d'avoir à long terme un effet sur l'écart des revenus.

### Le libéralisme et l'épistémologie de la complexité

Je suis embarrassée pour parler de l'article critique de René Passet. Il n'a manifestement lu de mes travaux que les pages d'introduction au *Socialisme libéral. Une Anthologie*. Les développements de mon livre, *Les Règles de la liberté*, répondraient, je crois, à plusieurs de ses questions. Pour éviter de trop allonger cette réponse, je l'invite à s'y reporter.

Je voudrais toutefois aborder le problème de l'épistémologie du libéralisme, parce que je crois qu'il y a là une véritable divergence d'interprétations. Pour René Passet, le libéralisme serait un

déterminisme et un matérialisme stricts, incapables de penser la complexité des niveaux d'organisation et la théorie de l'émergence. La question de savoir si tel est le cas est décisive aujourd'hui pour un mouvement politique. En effet, le passage de l'individualisme à une organisation sociale complexe s'accompagne de phénomènes d'émergence, de ruptures aléatoires et de conséquences qu'il est essentiel de pouvoir penser.

J'avoue que je ne sais comment apprécier les thèses de René Passet. Ma première réaction serait de dire qu'il se fourvoie totalement. A ma connaissance, rien n'est plus éloigné de l'épistémologie du libéralisme que le déterminisme qu'il lui prête. Je me demande si, dans une totale confusion de termes, évoquant le mouvement politique que caractérisent le déterminisme, la téléologie et l'organisation, il n'est pas à l'évidence en train de parler du socialisme, plutôt que du libéralisme. Plus fondamentalement, c'est assurément au sein de la tradition libérale que sont nées les théories de l'émergence et de la complexité, ainsi que la critique du déterminisme et de la téléologie.

Voici quelques éléments pour en être convaincu.

Il faut revenir à John Von Neumann. Dès 1948, il contesta simplement que les facultés les plus complexes de l'esprit puissent être décrites de manière précise et finie autrement que comme des propriétés du cerveau capable de les manifester. Il est dans ces conditions dépourvu de sens de « découvrir » que telle faculté peut être réduite à un mécanisme puisqu'il n'est pas possible de définir la faculté autrement que comme une propriété du mécanisme. Von Neumann fondait son objection sur la conjecture suivante, dans laquelle il introduisait la catégorie de complexité. Étant donné une machine simple, il est plus simple de décrire ce dont elle est capable que de la décrire elle-même. Au-delà d'un seuil critique de complexité, l'inverse serait vrai : il serait plus simple, voire infiniment plus simple, de construire la machine que de décrire complètement

son comportement. Ce dont est capable un objet complexe est (infiniment) plus complexe que l'objet lui-même. La matrice est (infiniment) dépassée par sa descendance. Ou encore : le modèle le plus simple de l'objet complexe, c'est lui-même. Être complexe, c'est être capable de complexification. Von Neumann, fondateur de la théorie des automates, résolvait ainsi le paradoxe quasi-théologique qui s'exprime dans la volonté de « construire un automate » – c'est-à-dire être la cause d'un être qui, par définition, est cause de soi. Si l'automate est complexe, je le construis, certes, mais son comportement m'échappe.

La conjecture de von Neumann est à l'origine de la philosophie de la complexité en matière sociale. Elle rend non contradictoires, par exemple, les deux affirmations suivantes : 1) Ce sont les hommes qui font (ou plutôt : « agissent ») leur société ; 2) La société leur échappe, parce qu'elle est (infiniment) plus complexe qu'eux. Ces deux thèses, qui pourraient paraître contradictoires n'étaient la conjecture de Von Neumann, sont celles d'une tradition de pensée sociale et politique qui relève de la philosophie libérale et de l'économie politique. Née avec les « Lumières écossaises » au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans les œuvres de David Hume, Adam Smith, Adam Ferguson, elle apporte une solution originale au problème central de la politique moderne : qu'est-ce qui fait qu'une société composée d'individus séparés tient ensemble ? Cette solution consiste à faire de la société un automate complexe, un « ordre spontané » qu'aucune volonté n'a voulu, qu'aucune conscience n'a conçu comme si cet ordre était mu par une « main invisible ». Les hommes sont autonomes, c'est le credo de la modernité, la conquête des Lumières ; la société est autonome, en ce qu'elle n'obéit qu'à ses lois propres, étrangère aux efforts que les hommes déploient pour la maîtriser : c'est ce que, dans le paysage politique français, on nomme conservatisme. L'articulation improbable de ces deux autonomies est rendue possible par la catégorie de complexité.

Aujourd'hui, c'est dans l'œuvre de Friedrich Hayek que l'on

trouve la synthèse la plus éclairante de cette tradition libérale. Des débuts de la cybernétique aux développements actuels de la théorie des systèmes, Hayek a d'ailleurs activement participé aux débats constitutifs du néomécanisme contemporain, qui trouve dans la notion de complexité l'une de ses expressions les plus fécondes. Qui dit complexité dit opacité, distance de soi à soi. Le libéralisme de Hayek voit dans la reconnaissance de cette opacité et de cette distance un double progrès, et dans l'ordre de la connaissance, et dans celui de la liberté. Dans l'ordre de la connaissance, c'est la dissipation de l'« illusion synoptique » : celle-ci revient à inférer de ce que les individus possèdent à eux tous un savoir considérable, que cette information pourrait être rassemblée en un point. Mais dans un système complexe, il n'existe pas de régulation centrale d'où l'on puisse sommer tout ce qui intéresse le fonctionnement de l'ensemble, la régulation est distribuée sur le système tout entier, irréductiblement. Les hommes accroîtront donc leur capacité d'action s'ils reconnaissent qu'il existe des ordres sociaux spontanés, « produits de leurs actions, mais non de leurs desseins », et s'ils s'appuient sur les connaissances que ces ordres mobilisent mais que les individus ne peuvent s'approprier. Ces connaissances prennent la forme de règles, d'institutions, de conventions qui résultent de l'habitude, de la tradition, de la culture. Elles sont non explicites, non conscientes, incorporées dans l'esprit et non produites par lui, et nous permettent de nous repérer dans un monde de faits particuliers trop complexe pour être maîtrisé par la raison constructive. « Nous avons à notre service une si riche expérience, écrit Hayek, non parce que nous *possédons* cette expérience mais parce que, sans que nous le sachions, elle s'est incorporée dans les schémas de pensée qui nous conduisent ».

Dans l'ordre de la liberté, la reconnaissance que le centre est vide, que la place du pouvoir n'est pas à prendre parce que cette place n'est nulle part – et telle est, selon Hayek, la leçon politique du marché, l'ordre complexe par excellence – est l'obstacle le plus efficace que l'on puisse opposer aux délires de toute-puissance que

les divers « constructivismes » sociaux n'ont cessé d'alimenter.

Est-il nécessairement conservateur de voir dans la société un « automate complexe » ? Certes, les conclusions éthiques et politiques de Hayek ont de quoi choquer les esprits progressistes : sa condamnation radicale de tout interventionnisme étatique, son accusation sans appel de la notion de « justice sociale », ce miroir aux alouettes de l'État providence. Mais on peut arguer que ces conclusions ne découlent nullement d'une épistémologie de la complexité. Hayek pose ainsi pour principe que seule peut être qualifiée de juste ou d'injuste une conduite personnelle. Dire d'un ordre social spontané complexe qu'il est injuste, ce serait retomber dans l'anthropomorphisme et l'animisme de la pensée primitive, laquelle attribue toute forme sociale à l'action volontaire et consciente d'un agent identifiable ; ce serait, une fois de plus, rechercher des boucs émissaires. De là que l'expression « justice sociale » serait privée de sens. Or l'argument peut se retourner comme un gant. Si nous sommes sortis de la mentalité primitive et de sa croyance en une « causalité diabolique », c'est précisément dans la mesure où nous avons compris que l'injuste et le mal pouvaient être, étaient le plus souvent, des « effets de système » – ce qui ne veut pas dire qu'ils sont inaccessibles à l'action des hommes. Hayek souligne que l'ordre social ne relève ni du naturel, ni de l'artificiel. Guerroyant contre ceux qui l'assimilent à un artefact, il n'a que trop tendance lui-même à le rabattre du côté de la Nature. Ce qu'il faut réussir à penser, c'est l'*autonomie* du social, comme à *la fois* résultant de l'action humaine et s'en détachant.

Je prends donc les remarques de René Passet en bonne part. C'est malgré lui le devenir libéral du socialisme qu'il préconise quand il lui prête des orientations épistémologiques entièrement issues du libéralisme.

---

### Les malentendus sur la Troisième voie

---

L'essai de Guillaume Duval m'a surpris à plus d'un titre. Je me demande s'il a lu mon essai ou celui de quelqu'un d'autre.

Guillaume Duval me reproche de ne rien dire des mutations technologiques et politiques de la modernité alors que j'y ai consacré toute la troisième partie de mon livre.

Il me reproche de vouloir fondre le socialisme dans l'idéologie libérale, alors que je ne cesse de montrer comment le socialisme peut donner un contenu nouveau à son programme d'émancipation en assumant les idées libérales.

Il me reproche de critiquer la violence des altermondialistes, tout en leur reprochant la faiblesse de leurs propositions théoriques. Où est le problème ? Les altermondialistes sont souvent violents, et leurs recommandations souvent inchoatives. Surtout, ce n'est pas l'altermondialisme, mais l'extrême gauche que je critique. Guillaume Duval a l'air de croire que c'est la même chose. Il y a de tout dans l'altermondialisme, y compris de nombreux mouvements dont je pourrais me sentir proche. Lorsque je dis que le mot d'ordre contre la mondialisation libérale n'a pas de sens, je ne veux absolument pas dire qu'il faut renoncer à toute critique du capitalisme mondial. En revanche, autant je soutiens la résistance, la protestation et l'obstination à formuler sa cause dont témoigne souvent le mouvement altermondialiste, autant je suis totalement opposée à l'usage de la violence, qu'il s'agisse de saccager les installations de l'INRA ou de démolir un MacDonald. Je ne vois quant à moi aucune nécessité aux folklores révolutionnaire ni aux coups trotskystes. Je ne sais pas quelle est la nature de leur nostalgie et de leurs aspirations. José Bové est violent, et appelle à la violence. Quand Guillaume Duval prétend que José Bové est un admirateur de Gandhi, je ne sais pas s'il écrit une histoire à la Borges ou s'il fait un commentaire sérieux.

Guillaume Duval a beau jeu de me reprocher mes « à-peu-près », mais que devrais-je dire des travestissements systématiques qu'il fait de ma pensée et de ses procès d'intention ? Par exemple, je ne dis nulle part, que « les droitiers ont été battus et que leurs thèses ont fini par s'imposer ». J'ai simplement dit que les libéraux ont été minoritaires dans l'idéologie et vainqueurs dans l'histoire. Je ne fais aucune confusion entre un libéral (antimarxiste, partisan des autonomies sociales, de la défense de la liberté individuelle, du socialisme des associations plutôt que de l'État) et un droitier. En particulier je n'ai jamais considéré que Marcel Déat fût un libéral, et je ne vois pas ce que le fait de me présenter comme me réclamant de ce sinistre personnage vient faire dans la discussion sinon de dégrader mon propos en m'imputant l'intention de réhabiliter le fascisme en même temps que le libéralisme. Marcel Déat a en son temps proposé une rénovation du socialisme (son livre publié en 1930, *Perspectives socialistes* à l'époque où il n'était qu'un néo-socialiste, a suscité de nombreux débats). Que l'histoire ait enseveli son apport doctrinal au socialisme, je serais la dernière à m'en plaindre. Il n'a rien à voir avec cette lignée libérale dont j'essaie de montrer toute la fécondité au sein du parti socialiste.

Enfin, Guillaume Duval identifie les positions que je défends avec celles de Tony Blair. Je laisse à mon contradicteur ses appréciations sur l'étatisme et l'autoritarisme de Tony Blair. Et pour autant que je comprenne quelque chose à sa vindicte anti blairiste, je partagerai certaines de ses critiques. Pour moi, le blairisme est marqué au sceau d'une rénovation du socialisme, mais pas nécessairement libérale. Le problème est que la centaine de pages que j'ai consacrées dans mon livre à la présentation de ce que serait une politique inspirée par un socialisme des libertés ne se rattache aucunement à la Troisième voie ni même ne s'y compare. Avant de me reprocher les « à-peu-près », il faudrait donc être capable de lire sans préjugés ni œillères. Quand un livre n'est pas du tout compris par son lecteur, ce n'est pas toujours la faute de l'auteur.

Un mot en conclusion. Je voudrais très vivement remercier les auteurs de ces objections. La plupart d'entre elles étaient fort justes, et cela a représenté pour moi un véritable défi que de tenter d'y répondre. J'espère l'avoir fait de manière ni trop insatisfaisante ni trop répétitive.

Il me semble nécessaire de se déprendre de la bienpensance antilibérale si répandue aujourd'hui. C'est la condition première pour ouvrir les immenses chantiers de réflexion qui sont au croisement d'un engagement libéral et d'une forte préoccupation sociale. Comment donner à chacun les atouts concrets qui lui permettent de se sentir sujet de son existence et de former un projet de vie ? Comment faire pour que les conditions d'existence des plus démunis ne soient pas ressenties par eux comme une damnation sociale ? Comment inscrire en amont même de la production de réelles orientations sociales ? Comment libérer le travail de son caractère asservissant, l'affranchir des formes de pénibilité qui brisent l'individu, et restaurer dans chaque activité initiative et responsabilisation ? Comment promouvoir une société civile consciente d'elle-même et capable de se critiquer ? Comment réformer l'État et la société pour atteindre des objectifs communs en diffusant ressources d'action et garanties ?

Ces questions sont au cœur des renouvellements politiques d'aujourd'hui. Elles sont rendues pressantes par les récentes mutations sociales et économiques. Elles sont en phase avec la manière dont les individus modernes se représentent leurs modes de vie et leurs actions. Un parti réformiste de gauche qui les poserait gagnerait sans doute en initiative intellectuelle et en crédibilité politique. ❀

# Une lettre de Jean-Claude Michéa

Cher Gilles,  
Cher Laurent,

**J**e ne voudrais pas que vous imaginiez que mon absence de réponse aux textes que vous m'avez envoyés, puisse avoir été dictée par une quelconque animosité *personnelle* à votre égard, ni même par une hostilité de principe au projet de la Fondation Jean-Jaurès.

Simplement, comme Frédéric Joly<sup>1</sup> vous l'a probablement signalé quand vous l'avez informé de votre entreprise, je suis, avant tout, professeur de terminale dans un lycée de l'Herault, chargé par



Jean-Claude Michéa  
*Agrégé de philosophie,  
enseignant à Montpellier,  
il est notamment  
l'auteur de  
L'Enseignement  
de l'ignorance,  
Les valeurs de l'homme  
contemporain,  
Orwell éducateur.*

conséquent, d'enseigner ce qui peut l'être encore, à des classes aux effectifs démentiels, et dans des conditions idéologiques et administratives plus *allegriennes* que jamais. A ce titre, et compte tenu des délais extrêmement courts qui m'étaient impartis, je n'ai jamais pu disposer du temps nécessaire pour répondre d'une manière un tant soit peu *sérieuse* aux différentes critiques qui m'étaient adressées (je n'ai pu, du reste, qu'en lire une partie). D'autant que pour développer une telle réponse, il m'aurait d'abord fallu consacrer un temps appréciable à redresser quantité d'erreurs de lecture ou d'interprétations, commises à propos de mon livre.

Pour ne prendre qu'un seul exemple – mais il est fondamental – plusieurs des participants au débat se sont ainsi généreusement proposés d'attirer mon attention sur le fait que les principes du libéralisme des Lumières, tels que je les critique, et tels qu'ils ont été codifiés par Smith ou Turgot, sont extrêmement différents des normes effectives qui régissent, de nos jours, le Capitalisme *réellement existant*. Naturellement, m'opposer un tel fait revient à passer entièrement à côté de la thèse *centrale* de mon livre. Si, comme je le soutiens, le Libéralisme est bien une *utopie* à part entière (et non, comme le veut la vulgate marxiste, le simple reflet idéologique d'un certain état provisoire du développement historique des forces productives et marchandes), alors en effet, il est *nécessairement* contraint (au même titre, par exemple, que l'utopie trotskyste-léniniste) de se *réaliser* sous des formes civilisationnelles profondément différentes (et parfois inverses) de celles qui étaient rêvées et annoncées dans le projet initial. Et ces formes (par exemple, le fait, souligné par Orwell, que la « libre concurrence » tend toujours à reconstituer du monopole, modifiant ainsi sans cesse la « loi » de l'offre et de la demande) ne doivent en aucun cas être pensées comme une *trahison* des principes originels du Libéralisme « pur » (il est, d'ailleurs, absurde, de ce point de vue, de parler de « néo »-libéralisme ou d'« ultra »-libéralisme) ; elles en constituent, au contraire, le simple *accomplissement logique*, tout comme les différents « stalinismes » ne constituent que l'ac-

complissement logique et nécessaire de l'utopie trotskyste-léniniste, même si aucun trotskyste-léniniste ne songe généralement à reconnaître sa *rose* dans la croix de cet accomplissement inévitable.

Pour espérer sortir des impasses de l'époque présente, il est donc absolument indispensable de dévoiler de façon précise et cohérente les logiques historiques et philosophiques qui ne peuvent que conduire, *partout et toujours*, des merveilleux principes du Libéralisme des Lumières aux misères, aussi bien morales et psychologiques que matérielles, du monde capitaliste réellement existant. Le problème, c'est que la plupart de mes critiques, dont je ne conteste nullement le désir sincère *d'améliorer* ce Capitalisme réellement existant, semblent tenir pour un acquis *indiscutable* de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, le caractère définitivement indépassable de la sacrosainte Croissance et de son économie de marché – ainsi que de l'imaginaire philosophique qui leur est associé – données apparemment si incritiquables à leurs yeux, qu'il ne devrait plus s'agir désormais que d'en *réguler* ou d'en *humaniser* les éventuels « excès » – de préférence grâce à l'intervention privilégiée de l'Etat ; toute autre position ne pouvant, dans cette optique fièrement « réformiste », que reconduire aux heures les plus sombres du totalitarisme.

Répondre en profondeur à ces critiques m'aurait donc obligé à tout reprendre à zéro et, en fin de compte, à récrire une seconde fois mon livre, en m'efforçant simplement de le rendre plus clair.

Je doute que Luc Ferry (en disciple digne et conséquent de Claude Allègre) ait été disposé à accorder une partie du temps nécessaire à cette entreprise à un petit professeur de base ; lui qui, par ailleurs, vient très logiquement d'imposer Pascal Salin et d'autres membres de sa secte, à la tête du jury d'agrégation des « sciences » économiques.

Voilà donc, en quelques mots, les raisons véritables de mon « silence ».

À une autre fois, peut-être, si d'ici là, les luttes syndicales ont enfin arraché pour les enseignants du secondaire, le retour à la *semaine de 50 heures*.

En attendant un avenir aussi radieux, je vous salue très amicalement,

**Jean-Claude Michéa**

**Montpellier, 6 mars 2004**

(1) Frédéric Joly dirige, avec Jean-Claude Michéa, la collection « SISYPHE » aux Editions Climats ([www.editions-climats.com](http://www.editions-climats.com)).



# Sommaire

## Tome 2

---

<b>Alain Bergounioux</b> La crise libérale de la pensée socialiste	5
<b>Daniel Cohn-Bendit</b> Interview de Daniel Cohn-Bendit	25
<b>Monique Canto-Sperber</b> La question des libertés dans le socialisme	49
<b>Jean-Claude Michéa</b> Une lettre de Jean-Claude Michéa	91

## Tome 1

---

Présentation	2
<b>René Passet</b> Le Socialisme : une grille de lecture du monde et de la société	17
<b>Laurent Baumel</b> Sommes-nous des « sociaux-libéraux » ?	47
<b>Guillaume Duval</b> Eloge du Ni-Ni	77



## Les publications de la Fondation Jean-Jaurès

► Toutes les semaines, sur votre e-mail, la *News-letter* de la Fondation Jean-Jaurès : une sélection d'articles, de discours, d'entretiens ou de rapports... Pour en savoir plus sur les débats, français et européens, concernant l'avenir de l'Union européenne et de la gauche.

► Tous les quinze jours, sur votre e-mail, la *News des livres* de la Fondation Jean-Jaurès : un choix de livres, d'articles et de sites Internet... pour en savoir plus sur ce qui se lit et se dit.

► Tous les mois, sur votre e-mail, les *Notes électroniques* de la Fondation Jean-Jaurès : de grandes signatures, françaises et internationales, politiques, intellectuels, syndicalistes, hauts fonctionnaires et chercheurs... pour décoder l'actualité.

► Tous les mois, la *Note* de la Fondation Jean-Jaurès : rapports des groupes de travail, grands entretiens, débats. Cent pages de décryptages, d'analyses et de propositions pour faire le tour d'un thème.

---

### Les Notes sur le Net

Nos lecteurs et nouveaux abonnés pourront trouver les numéros épuisés des *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, sur le site :

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

---

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès :  
Abonnement pour 10 numéros\* :  
60 €. (30 €. chômeurs et étudiants)

\* également disponible à l'unité





---

**Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès**

*Directeur de la publication* : Gilles Finchelstein

[gf@jean-jaures.org](mailto:gf@jean-jaures.org)

*Rédacteur en chef* : Laurent Cohen

[cohen@jean-jaures.org](mailto:cohen@jean-jaures.org)

*Maquette* : Antonio Bellavita

*Imprimerie* : Robert Arts Graphiques